

Les Cahiers de l'Alternance

N° 22 - Décembre 2021

Les jeunes face aux mutations contemporaines

**La résilience
aux changements
climatiques**

 **KONRAD
ADENAUER
STIFTUNG**



UNIVERSITÉ
CHEIKH ANTA DIOP
DE DAKAR

CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES
ET TECHNIQUES DE L'INFORMATION
CESTI

www.kas.de



***Le journalisme,
c'est voir, savoir,
savoir-faire
et faire-savoir.***

GASTON LEROUX



***La paix et la liberté
sont les bases de toute
existence humaine
digne de ce nom.***

KONRAD ADENAUER

Les jeunes face aux mutations contemporaines

**La résilience
aux changements
climatiques**

Partenariat
Fondation Konrad Adenauer (FKA)
et Centre d'Etudes des sciences et
techniques de l'information

Dakar, Décembre 2021



Mentions légales

Éditeur

Partenariat Fondation Konrad Adenauer (FKA) et Centre d'Etudes des sciences et techniques de l'information

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Almadies - Zone 9
En face du groupe scolaire
« La Pointe des Almadies »
BP 5740 Dakar - Fann
Dakar, Sénégal

Tél. : +221 33 869 77 78
Email : buero.dakar@kas.de
www.kas.de/senegal

Centre d'études des sciences et techniques de l'Information CESTI

Université Cheikh Anta Diop
BP 5005 Dakar - Fann
Dakar, Sénégal

Tél. : + 221 33 824 68 75
Tél. : + 221 33 824 93 66
E-mail : cesti@ucad.edu.sn
cesti.ucad.sn

Equipe de Rédaction

Abdou Rahim KA, Abdoulaye SADIO
Assane BADJI, Baboucar THIAM,
Cheikh Sidil Khair MBAYE, Djiby DEME,
Babacar Gueye DIOP, Ibrahima MINTE
Ibrahima Ngom, Pape Demba FAYE,
Kémo CISSE, Moussa SECK

Photo de couverture

© Shutterstock

Crédit photos

p. 4, 6, 11, 13, 15, 17, 19, 22, 24, 25, 26,
29, 30, 33, 37, 45, 46, 48, 51, 52, 53, 57,
61, 65, 69, 70, 75, 79, 81 : © CESTI
p. 40, 41, 67 : © Sandy Barry
p. 9, 32, 34 : © Shutterstock
p. 83 : © KAS/Giuseppe Moro

Conception graphique

Green Eyez Design SARL
www.greeneyezdesign.com

Toute partie de cette publication est protégée sous copyright. Toute reproduction sous forme de copiage, traduction, microfilm ou électronique sans autorisation de la Konrad-Adenauer-Stiftung e. V. est strictement interdite.

© 2021, Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Table des matières

MOT DU DIRECTEUR Sensibiliser et responsabiliser	4
TROIS QUESTIONS À... Il nous faut récupérer notre espace public	6
LUTTE CONTRE LES EFFETS ADVERSES DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES Une volonté d'airain face à un péril multiforme	7
HUMEUR L'Homme, un grand danger pour l'humanité	10
ANALYSE Jeunesse et changement climatique	12
DELTA DU SALOUM La résilience des pêcheurs face au changement climatique	14
COMMANDANT LAMINE KANTÉ, CONSERVATEUR DE L'AMP DU BAMBOUNG Préserver les échantillons représentatifs des écosystèmes et de la biodiversité	20
DJIFFER L'érosion côtière « tue » le tourisme	21
LUTTE CONTRE L'ÉROSION CÔTIÈRE À DJIFFER Le plaidoyer du chef de village de Djiffer	24
LAMINE LAGOU SARR, ADJOINT AU MAIRE DE PALMARIN Régénérer la diversité halieutique et freiner l'avancée de la mer	26
AVANCÉE DE LA MER Saly sous la brise du désespoir	28

PÊCHE ARTISANALE À SAINT-LOUIS Le temps des incertitudes	31
ASSANE FATIM DIOP, PÊCHEUR À GUET-NDAR Un rescapé de « Barsa ou Barsakh » qui rêve toujours d'Europe	33
KHAR YALLAH, SAINT-LOUIS Les trente et un problèmes des « déplacés climatiques »	35
MOUSTAPHA DIÈNE, SYNDICAT DES PÊCHEURS DE SAINT-LOUIS Il faut compenser les pêcheurs affectés par l'érosion côtière et de l'exploitation des hydrocarbures	37

KOUBALANG Les communautés reverdissent la mangrove	39
ALIOU BADIANE, POINT FOCAL DU PROJET DE REBOISEMENT DE LA MANGROVE DANS LA COMMUNE DE KOUBALANG Les populations commencent à profiter des retombées économiques	42
BOUSTANE LÔ Les paysans inquiets du déficit pluviométrique	44
BOULEVERSEMENT CLIMATIQUE À DIOURBEL Les jeunes villageois migrent pour échapper à la précarité	46

DIOURBEL Les villageoises assurent la survie des familles et s'émancipent grâce au travail domestique	48
MARAICHAGE ET HORTICULTURE À DIOURBEL Le nouveau filon des jeunes agri-preneurs	50
SEYDOU SOW Success-story d'un jeune entrepreneur agro-écologique	54

FERLO Les jeunes agro-pasteurs en action contre le changement climatique	56
FATOUMATA KÂ L'esprit d'entreprendre	59

VILLAGE DE SALLE Les graines de la résilience poussent dans les bananeraies	61
TAMBACOUNDA L'aventure continue pour les migrants après leur retour au bercail	63
INSTALLATION DES BASSARI ET DES BÉDIK À TAMBACOUNDA Tout est parti d'une migration saisonnière	64

SITES NATURELS SACRÉS DE BASSE-CASAMANCE Un mécanisme traditionnel de conservation de la biodiversité	66
APAC DE MLOMP KASSA Des initiatives pour le retour des espèces halieutiques	68
ROYAUME D'OUSSOUYE La royauté n'est pas héréditaire...	70
CHEIKH BEYE, ACTIVISTE ENVIRONNEMENTALISTE Les forêts sont une sorte de régulateur thermique	73
PROFESSEUR HENRY MATHIEU LO, INSTITUT DES SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT DE L'UCAD La résilience des jeunes passe par la création des conditions leur permettant de travailler	75

Presse écrite CESTI-UCAD	81
La Fondation Konrad Adenauer au Sénégal	82

MOT DU DIRECTEUR

Sensibiliser et responsabiliser

Dr. Mamadou Ndiaye
Directeur du CESTI

Depuis quelques décennies, les changements climatiques et leurs manifestations (sécheresses, inondations, cyclones, élévation du niveau de la mer, températures extrêmes) ont des incidences sur tous les secteurs qui sous-tendent le développement de l'ensemble des pays de la planète et le bien-être de leurs populations. Le Sénégal, comme les autres pays africains, subit de plein fouet les impacts de ces changements climatiques.

Dans le domaine agricole, les effets néfastes sont caractérisés par une baisse drastique de la pluviométrie. Il va sans dire que celle-ci a un impact sur les rendements puisque les activités agricoles sont essentiellement dépendantes des aléas climatiques. De même, dans le secteur de l'élevage, la raréfaction et la dégradation des ressources hydriques et fourragères - principales nourritures du bétail - sont, en partie, imputables aux effets du changement climatique. Selon les saisons, le cheptel est contraint de parcourir de longues distances à la recherche de pâturages et de points d'eau.



À cela se greffent la raréfaction de la ressource en eau, et la dégradation des terres avec des conséquences sur les ressources fauniques et floristiques. En outre, les effets combinés des aléas climatiques occasionnent souvent des conflits violents et récurrents entre éleveurs et agriculteurs.

Les activités liées à la pêche - auparavant source de revenus pour une frange importante de la société, notamment - les jeunes sont également fortement ébranlées par les changements climatiques qui se manifestent à travers le délabrement ou la destruction des habitats par la furie des eaux, l'érosion côtière et l'amenuisement des ressources halieutiques. Dans ce contexte, il n'est guère étonnant de voir les jeunes, sans perspectives et succombant aux sirènes de l'Ailleurs, braver l'océan Atlantique au péril de leur vie.

Face aux changements climatiques, les communautés ne sont pas résignées. Loin s'en faut. Elles cheminent aux côtés de l'État qui, à travers des politiques publiques, propose des stratégies endogènes d'adaptation aux changements climatiques comme formes de résilience. Les organisations de la société civile et les bailleurs de fonds étrangers, apportent également leur écot.

Le CESTI, fidèle à sa démarche de « *pédagogie active* », accorde, depuis près d'une vingtaine d'années, une place importante à l'environnement dans la formation des journalistes. Il partage également cette préoccupation avec la Fondation Konrad Adenauer (FKA) qui, dans le cadre de ses activités, se préoccupe du rôle des médias dans la protection de l'environnement. C'est tout naturellement donc que, dans le cadre du partenariat qui lie le CESTI et la FKA, depuis plus de deux décennies, que nos étudiants abordent, dans ce présent numéro des *Cahiers de l'Alternance*, le thème de *La résilience des jeunes face aux changements climatiques*.

Le choix de ce thème est motivé par deux objectifs. D'une part, la recherche en communication a montré qu'il existe une corrélation entre l'intérêt accordé par les médias à certains enjeux et la mobilisation de l'action publique et collective autour de ces enjeux. C'est le cas en ce qui concerne le débat sur le changement climatique. Puisque les médias concourent à la formation de l'opinion des décideurs et des citoyens, il faudra qu'ils poursuivent leur travail de sensibilisation et de responsabilisation pour que la planète puisse être préservée.

D'autre part, si la question du changement climatique est abondamment traitée dans les médias, pourtant, chez une large part de l'opinion, elle peut être mal maîtrisée ou carrément méconnue. D'où la nécessité d'expliquer davantage le changement climatique, avec ses caractéristiques, ses impacts, ses enjeux ainsi que les stratégies d'adaptation et de résilience des populations face aux effets climatiques.

Bonne lecture !

TROIS QUESTIONS À...

Il nous faut récupérer notre espace public

*Mme Caroline Hauptmann
Représentante Résidente
Fondation Konrad Adenauer
au Sénégal*



La Fondation Konrad Adenauer s'est associée au CESTI pour la réalisation d'une édition des *Cahiers de l'Alternance* consacrée spécialement à la résilience des jeunes face aux changements climatiques. Qu'est-ce qui a motivé le choix d'un tel thème de la part de votre fondation ?

La Fondation traite surtout des thèmes actuels. Les changements climatiques sont visibles au Sénégal. Le littoral est affecté par la mer, qui ronge les côtes, vu que le niveau monte. Les saisons de pluie sont de plus en plus décalées avec des conséquences sur l'agriculture. Ensuite, la pluviométrie change, etc. Les jeunes sont la génération qui doit faire face à ces défis, qui vont plutôt empirer dans les prochaines décennies. Donc, cette génération est directement affectée et est obligée de trouver des solutions de multiples façons. C'est une grande responsabilité que l'on met sur leurs épaules, même s'ils ne sont pas les auteurs de ces problèmes. Cette édition des *Cahiers de l'Alternance* leur donne une voix pour se prononcer.

Pourquoi avez-vous porté votre choix sur le Cesti pour la réalisation de ce numéro spécial, sachant qu'il n'est pas le seul centre de formation de journalistes au Sénégal ?

Le CESTI est une institution connue et très estimée dans toute l'Afrique de l'Ouest, avec

une longue tradition au sein de l'UCAD (Université Cheikh-Anta-Diop). Il fait partie de l'enseignement public. Des journalistes réputés, voire célèbres, en sont issus. Le CESTI est un partenaire de longue date de la Fondation Konrad Adenauer, qui se félicite de cette coopération féconde.

Avez-vous en tête, en ce moment, un autre thème dont le traitement par des éléments du CESTI pourrait faire l'objet d'une prochaine édition des *Cahiers de l'Alternance* ?

Parlant de changements climatiques, on oublie souvent que cela ne traite qu'une partie des questions environnementales. C'est un secteur très vaste, mais qui concerne justement nos modes de vie, notre environnement de vie, très physiquement. A qui appartient l'espace public ? Cet espace que tous utilisent pour vivre, se déplacer, pour se reposer, etc. Justement à Dakar, mais aussi dans d'autres villes, il est difficile à trouver cet espace. Il appartient à tous. Par conséquent, tout le monde devraient le prendre en charge, le créer et le maintenir. En quoi consiste-t-il ? Quels éléments sont nécessaires pour justement le créer ? Qu'en pensez-vous ?

LUTTE CONTRE LES EFFETS ADVERSES DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Une volonté d'airain face à un péril multiforme

Les changements climatiques ne sont plus une projection, ni une fiction. C'est une réalité même si certains esprits, pour d'obscurcs raisons, continuent à nier la tendance globale à la hausse des températures à la surface de la terre. A l'évidence, depuis l'ère industrielle, l'humanité a tourné la page d'alternance entre périodes de réchauffement et de glaciation. La température moyenne à la surface de la terre et des océans continue de monter. L'anthropocène est passée par là, cette nouvelle ère géologique qui, selon les scientifiques, aurait débuté à la fin du XVIII^{ème} siècle avec la révolution industrielle, période à partir de laquelle l'influence de l'Homme sur le système terrestre serait devenue prédominante. Époque critique dans la marche de notre planète, s'il en est... Et à propos de laquelle, le Secrétaire général de l'ONU avait eu ces mots lourds de sens qui sonnaient comme une alerte à l'humanité, au moment où, sortant du sommet de Rio+20, la communauté internationale avait amorcé la réflexion mondiale sur les Objectifs de développement durable (ODD) : « *Depuis deux siècles, l'humanité a profondément transformé sa planète. Jusqu'à présent, les transformations qu'elle générerait restaient mineures ou lentes. Mais depuis deux siècles, nous sommes entrés dans une nouvelle ère : l'Anthropocène. Les actions de l'humanité : déforestation, agriculture, exploitation de ressources énergétiques et naturelles, émissions de polluants et de gaz à effet de serre ont en*

effet transformé profondément la planète au point de remettre en cause son habitabilité : extension des déserts, modification des climats, hausse du niveau des mers, épuisement des ressources halieutiques, déforestation, dissémination de polluants persistants, épuisement des combustibles fossiles et d'autres ressources... » Ainsi s'alarmait, à l'époque, le patron de l'ONU.

Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur le suivi de l'évolution du climat (Giec) semble lui donner raison. Ce document d'envergure et de qualité scientifique indubitable, partagé en août 2021, montre, en effet, que les nombreuses conséquences du changement climatique en cours sont « *irréversibles à des échelles de temps séculaires, voire millénaires, en particulier en ce qui concerne les océans, les calottes glaciaires et le niveau de la mer* ». D'ailleurs, tous les scénarios prédisent que le réchauffement planétaire dépassera 1,5° C, voire 2° C au cours du 21^{ème} siècle, à moins que d'importantes réductions des émissions de CO₂ et d'autres gaz à effet de serre n'interviennent au cours des prochaines décennies. L'Afrique, le continent le moins émetteur de gaz à effet de serre, paie un lourd tribut avec des cycles de sécheresses dans sa partie australe et dans la Corne de l'Afrique. Sur la façade atlantique, la mer ne cesse d'éroder la terre. Il en est ainsi en Mauritanie, au Sénégal, en Gambie, en Guinée-Bissau, en

Guinée, en Sierra-Léone, au Togo, au Bénin... La montée des eaux océaniques a déjà provoqué des milliers de déplacés dans le Golfe de Guinée, sans oublier la salinisation des terres agricoles.

Au Sénégal, la jeunesse, l'une des couches les plus vulnérables, puise dans ses ressorts pour faire face au flot de conséquences des changements climatiques. Dans des zones de pêche, comme à Toubacouta, les jeunes sont les artisans de l'aménagement, de la surveillance des aires marines protégées (AMP), qui ont permis la régénération des ressources halieutiques et le développement de l'écotourisme. Dans le delta du Saloum, précisément à Bettenty, face à la rareté des poissons, des jeunes ont investi le secteur du transport et d'autres ont préféré migrer vers la terre ferme où ils pratiquent d'autres activités de survie. Comme à Bettenty, à Saint-Louis, l'émigration peut aussi être considérée comme une stratégie de survie. Dans cette cité historique, les jeunes pêcheurs, qui avaient déjà bravé la mort à bord d'embarcations de fortune pour aller se fabriquer un destin dans l'eldorado sans y parvenir, sont plus que déterminés à tenter à nouveau l'aventure, quitte à y perdre la vie. C'est une question de survie. La période glorieuse de la pêche est révolue dans plusieurs sites de débarquement au Sénégal. Les pêcheurs mettent leur vie en péril en allant de plus en plus loin à la recherche d'eaux poissonneuses. Une étude parrainée par l'Institut sénégalais de recherches agricoles et le Centre de recherches océanographiques Dakar-Thiaroye (Isra-Crodt) a démontré la corrélation entre le réchauffement des eaux océaniques et la migration des sardinelles rondes et plates du Sénégal vers le Nord. « *Durant des cam-*

pagnes hydroacoustiques dans la sous-région, du sud du Sénégal jusqu'au Maroc, nous avons constaté un shift (glissement) de la couverture de plusieurs stocks de poissons pélagiques vers le Nord », a révélé Abdoulaye Sarré, auteur de l'étude. Selon ce dernier, la sardine ronde, très sensible aux variations des températures, a remonté à plus de 230 km vers le Nord en l'espace de trois décennies. Les résultats de cette étude témoignent des effets du réchauffement sur les ressources halieutiques.

Loin des océans, sur la terre ferme, plusieurs formes de résilience s'observent au Sénégal. Dans la région de Diourbel, qui faisait partie du bassin arachidier, les jeunes issus des familles de producteurs agricoles sont dans le transport hippomobile, dans le petit commerce dans les centres urbains. Alors que dans d'autres parties du Sénégal, la conservation des ressources naturelles (forêts, protection des zones de pêche, sacralisation des écosystèmes forestiers), comme à Kédougou et au sud, dans le département d'Oussouye, a augmenté la capacité des communautés à faire face aux chocs liés aux changements climatiques. L'adaptation s'impose pour ne pas disparaître.



HUMEUR

L'Homme, un grand danger pour l'humanité

L'unanimité est faite sur un et un seul point : le plus grand danger pour l'humanité, c'est l'Homme lui-même. Toutes les autres questions donnent lieu à discussion, à débat, à controverse. Toutes, y compris celle de savoir qui a créé le monde. Pour les uns, c'est Dieu, incontestablement, pour d'autres, c'est la Nature, naturellement. Si l'on n'est pas unanime sur qui a créé le monde, en revanche on l'est bien sur qui le détruit et se trouve sur le point de l'anéantir.

Pour le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), il n'y a pas le moindre doute : c'est l'homme ! *« Le réchauffement de la planète s'accélère à un rythme sans précédent, et il est incontestablement dû à l'activité humaine »*, ont tranché nettement ces spécialistes indépendants qui ont été chargés, par les Nations unies, d'évaluer, sans parti pris et de façon méthodique, claire et objective, les informations d'ordre scientifique, technique et socio-économique nécessaires pour mieux comprendre les fondements scientifiques des risques liés au changement climatique d'origine humaine.

Dans son dernier rapport publié en août dernier, le Giec souligne que le changement climatique est généralisé, s'accélère et s'intensifie. Certains de ces impacts sont désormais irréversibles, du moins à l'heure actuelle. Le changement climatique induit par l'homme affecte déjà de nombreux

phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes dans toutes les régions du monde. Les scientifiques observent également des changements dans l'ensemble du système climatique de la terre : dans l'atmosphère, dans les océans, sur la banquise et sur les continents. Nombre de ces changements sont sans précédent et certains sont déjà en cours, tandis que d'autres – comme l'élévation continue du niveau de la mer – sont déjà « irréversibles » pour des siècles, voire des millénaires, à venir, prévient le rapport.

Élaboré par 234 scientifiques de 66 pays, le document souligne que l'influence humaine a réchauffé le climat à un rythme sans précédent depuis au moins 2.000 ans. En 2019, les concentrations de CO₂ atmosphérique étaient plus élevées que jamais depuis au moins 2 millions d'années, alors que les concentrations de méthane et d'oxyde nitreux étaient plus élevées que jamais au cours des 800.000 dernières années. En outre, la température à la surface du globe a augmenté plus rapidement depuis 1970 que pendant toute autre période de 50 ans au cours des 2.000 dernières années au moins. Par exemple, les températures de la décennie la plus récente (2011-2020) dépassent celles de la période chaude pluriséculaire la plus récente, il y a environ 6.500 ans, indique le rapport.



Parallèlement, le niveau moyen mondial de la mer a augmenté plus rapidement depuis 1900 qu'au cours de tout autre siècle précédent, depuis au moins 3.000 ans. Le document montre que les émissions de gaz à effet de serre dues aux activités humaines sont responsables d'un réchauffement d'environ 1,1°C entre 1850 et 1900. Il constate qu'en moyenne sur les 20 prochaines années, la température mondiale devrait atteindre ou dépasser 1,5°C de réchauffement.

Mais comme, selon les experts du Giec, il est encore temps de limiter le changement climatique, il s'avère absolument indispensable que les efforts appropriés soient fournis pour réduire fortement et durablement les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) et d'autres gaz à effet de serre. Ce qui pourrait rapidement améliorer la qualité de l'air et,

d'ici 20 à 30 ans, stabiliser les températures mondiales, estiment les scientifiques. Ils préviennent que le réchauffement planétaire de 2°C sera dépassé au cours du 21^{ème} siècle. Sauf si...

ANALYSE

Jeunesse et changement climatique

Le péril en chiffres

Le changement climatique est certes un phénomène global, mais ses manifestations et conséquences, latentes ou virulentes, peuvent varier ou être différemment ressenties selon l'espace géographique, les réalités sociales et/ou le secteur d'activité. Sécheresse, pluies torrentielles, inondations, canicule, élévation du niveau de la mer, salinisation des terres arables sont autant d'effets attribués directement ou indirectement au changement climatique. L'impact peut aussi être social ou économique. Le Sénégal, à l'instar des autres pays sahéliens, a aussi ces vulnérabilités et subit les effets socio-économiques de ce dérèglement.

Baisse de la pluviométrie, augmentation des températures moyennes, élévation du niveau de la mer et perturbations sur la disponibilité de ressources hydrauliques et halieutiques, dégradations des sols et espaces cultivables sont les effets du changement climatique les plus notables recensés par le Sénégal dans sa « *Contribution déterminée au niveau national* » (CDN). Les zones côtières, l'agriculture, la pêche, l'élevage sont notamment identifiés comme des domaines sensibles et à fort impact socio-économique. En effet au Sénégal, 600 000 personnes vivent de la pêche, l'élevage fait vivre 450 000 ménages, et 73,8% de la population tire sa subsistance de l'agriculture.

En outre, selon l'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel réalisée par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), les activités agricoles emploient 940 323 personnes, dont 816 986 en milieu rural, et 129 888 autres personnes exerceraient ces activités à titre secondaire. S'agissant des performances globales, le sous-secteur agricole a contribué à plus de 9% au PIB national et de 65,5% de la valeur ajoutée du secteur primaire en termes de volume. Cependant, le taux de croissance du secteur est passé de 16,1% en 2017 à 9,1% en 2018. Une baisse significative que l'ANSD explique par la longue pause pluviométrique.

La CDN, pilotée par la Direction de l'environnement et des établissements classés (DEEC) du ministère de l'Environnement et du Développement durable, en collaboration avec le Comité national sur les changements climatiques (COMNACC), fait aussi ressortir des prévisions particulièrement alarmistes. Il est attendu, à l'horizon 2035, une augmentation de la température comprise entre 1,17 et 1,41° C et une baisse de 89 mm en moyenne de la pluviométrie. D'ici à 2100, 55 à 86 km² de plages pourraient disparaître. La totalité des mangroves est aussi menacée.

Ces chiffres montrent qu'au plan économique, les activités les plus vulnérables au changement climatique sont ceux du sec-





teur primaire. Le secteur le plus menacé est donc celui qui est le plus à même de fournir de l'emploi et des ressources à une population essentiellement jeune et, partant, de booster une économie dominée par l'informel (en 2017, 97% des emplois étaient informels) ; surtout quand on sait que 41,4% des personnes de la tranche d'âge de 15-34 ans ne sont ni dans l'emploi ni dans le système éducatif et que le Sénégal dispose d'au moins 3 millions d'hectares de terres arables.

À la lecture de ces différents chiffres, il apparaît que la résilience face au changement climatique se fera avec les jeunes ou elle ne sera pas. Seulement, ce phénomène met principalement en scène deux acteurs : les scientifiques qui alertent et proposent, d'une part et, d'autre part, les décideurs qui doivent concilier enjeux climatiques et impératifs économiques.

L'enjeu pour les décideurs sénégalais est aussi d'ordre démographique. La population augmente. Il faut donc plus de ressources. L'agriculture, par exemple, doit être plus per-

formante et intensive, la pêche et l'élevage aussi. Des investissements sont faits pour plus d'équipements, d'engrais, de pesticides, etc. Or, seule une infime partie des méthodes et moyens employés pour booster la production et atteindre l'autosuffisance sont respectueux de l'environnement, et les politiques n'intègrent pas toujours la question climatique.

Le défi serait donc de concilier intensification et enjeu climatique. Et pour cela, la racine devra être la recherche. Recherche de la bonne semence, du bon engrais, des bonnes pratiques. Suivra la formation des jeunes qui seront chargés de reproduire ces pratiques dans leurs localités respectives.

Face au défi du changement climatique, le Sénégal peut trouver en sa jeunesse sa force, mais aussi sa faiblesse. Une érosion du secteur primaire peut être la source d'une pauvreté plus accrue et d'une vague migratoire plus massive. Une jeunesse sensibilisée aux enjeux du moment et formée pour pratiquer une activité responsable et respectueuse de l'environnement pourrait, à côté des bonnes politiques de résilience, constituer une digue particulièrement crédible et solide contre certains effets du changement climatique.

DELTA DU SALOUM

La résilience des pêcheurs face au changement climatique

Les changements climatiques ont entraîné la baisse des ressources halieutiques. Pour survivre, les populations insulaires tentent de s'adapter. Dans les îles du Saloum, à Toubacouta, comme à Missirah ou bien encore à Bettenty, la résilience s'impose pour la subsistance.

La pêche comme activité principale des populations des îles du Saloum est frappée par les phénomènes naturels comme les variations climatiques et l'action anthropique. Pour sa survie, l'homme a surexploité les ressources halieutiques et se retrouve pris au piège de la raréfaction de celles-ci. Il faut résoudre cette équation. C'est ce qui explique la création de la ferme piscicole de Missirah, localité du delta du Saloum.

A 9 heures, en ce dimanche 16 mai 2021, le soleil darde ses rayons sur Missirah et illumine la nature verdoyante des mangroves de plain-pied dans les eaux du Saloum. Dans ces îles du Saloum, la pêche est une activité incontournable. De juin à décembre, les eaux sont plus poissonneuses que les autres mois de l'année en raison de la chaleur.

Le quai de pêche de Missirah est animé par le ballet incessant des pêcheurs, voyageurs vers les îles, jakartamen qui servent de mototaxis, etc. Le quai est le bassin versant de l'ensemble des acteurs de la pêche artisanale. La pêche est au centre de la vie à Missirah. Elle est le fondement principal de l'économie de ce village côtier et garantit l'existence de milliers de personnes, qui en dépendent, di-

rectement ou indirectement. Ici, il est unanimement reconnu que les ressources halieutiques se raréfient de plus en plus. Ainsi, il faut trouver des solutions.

Considéré comme l'un des villages les plus anciens du Niombato, Missirah, dans la commune de Toubacouta, est un coin plein de charme et riche de son passé. Le brassage culturel est une réalité dans ce village. La localité possède aussi une très ancienne tradition de pêche. Calme le matin, Missirah est plongé dans l'ambiance avec le retour, dans la journée, de nombreuses pirogues de la haute mer. L'effervescence du déchargement des prises est rythmée par un brouhaha extraordinaire et les cris stridents des pêcheurs et autres vendeurs.

Ce qui attire surtout à Missirah, c'est la ferme piscicole mise en place par les groupements féminins pour la préservation des ressources halieutiques. Les femmes s'activent dans la transformation du poisson. Dans le cadre d'un centre financé par des bailleurs, elles mènent des activités connexes à la pêche. Leurs produits sont ensuite vendus dans les louma, marchés hebdomadaires, des villages environnants.



Leur ferme piscicole est constituée de cinq étangs, protégés par une digue contre les eaux de la marée. Cependant, la digue a besoin d'être renforcée. Un procédé est mis en place pour alimenter les étangs de la ferme : il s'agit d'un système connecté de vases communicants qui permet aux poissons de la ferme d'avoir de l'oxygène. En outre, à marée haute, qui dure généralement six heures, les étangs sont remplis et ils désemploient à marée basse.

La surveillance de la ferme aquacole de Missirah est assurée par Souleymane Sarr, un quinquagénaire qui a bénéficié d'une formation dans ce domaine. « *La ferme est d'une grande importance, car elle crée des emplois, même s'ils sont saisonniers. Pendant la période de récolte, des jeunes de la localité sont recrutés pour y travailler. Les produits sont également prisés et abon-*

damment consommés par les populations. Les mareyeurs locaux viennent aussi s'approvisionner pour aller revendre dans d'autres localités », détaille Souleymane Sarr.

Adjia Maïmouna Diouf, formatrice de produits halieutiques, estime que la pisciculture est l'une des principales solutions face à la rareté du poisson. C'est, pour elle, « *une forme de résilience* ». Durant leur campagne de six mois, la ferme fait vivre des familles, emploie des jeunes. Cependant, des contraintes, liées au manque de moyens, limitent leur activité. Par exemple, une faible pluviométrie empêche les étangs de se remplir. Alors, il faut recruter des jeunes pour assurer le drainage vers les plans d'étangs où sont élevés les poissons. Quant à Dieynaba Dieng, membre du comité de gestion de la ferme piscicole, elle nous a fait part de l'engagement et de la

Toubacouta, un coin de paradis

Toubacouta, niché au bord de *bolong* dans le Saloum, est un village du département de Fouta-djallon, dans la région de Fatick. C'est le chef-lieu de l'arrondissement. Ses vieilles bâtisses rappellent l'époque coloniale. Les habitants de Toubacouta, très accueillants, sont essentiellement des cultivateurs mandingues et sérères. Le tourisme s'y développe grâce aux possibilités de pêche dans les *bolong*, la chasse dans une zone très étendue, des excursions et des découvertes d'animaux sauvages. La zone offre tout aux visiteurs. C'est un paradis sur terre. Calme le jour, Toubacouta est animé la nuit par des séances de lutte traditionnelle. Dans cette partie du centre du Sénégal, l'océan Atlantique vient se mêler au fleuve Saloum dans le delta éponyme. Irriguée de toutes parts grâce aux multiples bras de mer nommés *bolongs* ou d'eau douce, la zone se parcourt en pirogue ou en bateau, souvent à travers la mangrove de palétuviers. Ainsi se dévoilent, au fil des promenades, des paysages entre terre et mer plus ou moins verdoyants en fonction des saisons.

détermination des femmes de Missirah à pérenniser cette entreprise.

Pour Alassane Mbodji, acteur de développement, facilitateur et encadreur de projet à Missirah, « *l'intérêt de la ferme est que l'on y retrouve toutes les catégories de poisson qui sont menacés de disparition* ». D'après lui, des poissons qui viennent depuis Sédhiou sont élevés dans la ferme. Les membres du groupement évoluent en toute autonomie et maîtrisent les techniques culturelles pour élever les poissons, poursuit Alassane Mbodji. Avec cette ferme, les femmes vont contribuer au repos biologique.

La pêche industrielle au banc des accusés

De l'avis d'Alassane Mbodji, sur tout le long de la côte, la pêche artisanale rencontre d'énormes difficultés à cause des effets de la pêche industrielle. « *La pêche artisanale n'ayant pas été motorisée, la ressource a toujours survécu. Aujourd'hui, c'est tout le contraire, les ressources halieutiques, les poissons notamment, subissent une pression monstre qui entraîne l'épuisement* », explique-t-il. L'aquaculture vient en réponse à la surexploitation. D'autres activités connexes, comme l'ostréiculture, se développent également. Dans la capitale sénégalaise, à Dakar, à la Pointe des Almadies, c'est de l'huître fraîche des îles du Saloum qui est servie dans les restaurants. Ce produit est importé notamment de Missirah et de Toubacouta. Les femmes vendent leurs produits jusqu'au marché de Karang, à la frontière entre le Sénégal et la Gambie.



Dans le cadre de la valorisation de la ressource, les femmes de Missirah ont également ouvert une boutique de produits halieutiques. L'Agence nationale de l'aquaculture (ANA) est présente pour accompagner les acteurs sur le plan technique. Car, en termes de savoir-faire dans le domaine de l'aquaculture, le chantier reste entier. Alassane Mbodji pense que les jeunes ont besoin de formation, et de la démultiplication de celle-ci. Il faut également encourager le volontariat.

Les femmes sont sur toute la chaîne de valeur, avec une dizaine de GIE regroupant plus de 200 membres, qui ont cependant besoin de fonds de roulement. Le manque de moyens financiers constitue une contrainte majeure pour le développement de leur activité. Elles font le micro-mareyage en vendant du poisson frais dans d'autres localités. Mais elles ont besoin de chambres froides solaires pour une bonne conservation des produits.

Bettenty, même combat que Missirah

Après Missirah, cap sur Bettenty. En ce jour du mois de mai 2021, le soleil de midi écrase les bolong bordés de mangroves à palétuviers, qui sont partiellement recouverts à la marée haute. Le magnifique paysage, orné d'îlots et de plans d'eau, berce les voyageurs. Les minutes s'égrènent, de petits pélagiques s'agitent dans l'eau, l'alizé maritime caresse les corps. En direction de Bettenty, le capitaine Pape Faye appuie sur l'accélérateur, la pirogue vrombit et déchire les vagues, empruntant un trajet sinueux parsemé de bancs de sable. Il faut de l'expérience pour les contourner et avancer vers l'île. Après environ deux tours d'horloge, la pirogue accoste au petit quai de Bettenty. L'île est une merveille à contempler. Bettenty nous reçoit avec ses nombreux cocotiers qui surplombent l'océan. L'école du village, le poste de police nouvellement construit et les mosquées, situés sur le rivage accueillent les visiteurs.

Des jeunes s'affairent autour d'une pirogue, leur principal outil de travail. À côté, des enfants s'adonnent à la lutte, une pratique sportive très prisée dans la localité. Des groupes de pêcheurs, formés çà et là, semblent désœuvrés, alors que d'autres sont occupés à raccommoder des filets de pêche. Sur le chemin, nous tombons sur un groupe d'adultes en train d'achever la fabrication d'une pirogue.

Malick Diouf, ancien pensionnaire du Département des langues et cavitations romanes de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, de 1994 à 1997, s'est désormais converti en mareyeur. Son activité, c'est la vente de poisons. Pour cet habitant de Bettenty, la situation a changé par rapport aux années passées. La



L'instinct de survie

Bettenty est sorti de l'anonymat avec le drame du 24 avril 2017, consécutivement au chavirement d'une pirogue occasionnant 21 morts, pour la plupart des femmes. C'est une tragédie inoubliable. Bettenty est un nom mandingue qui vient de « Beteyenta » et veut dire « bon pour tous ». Quant à Bettenty, cela signifie « bon pour moi ». Bacary Mané, responsable de la radio communautaire de la localité, se fondant sur la tradition orale, avance que le village est issu de la rencontre de deux ethnies (Sérère et Mandingue). Naturellement et historiquement, le delta du Saloum est habité par les Niominkas, dont l'activité principale est la pêche. Pour Bacary Mané, les activités palliatives ne manquent pas face au manque criard de ressources constaté et vécu un peu partout.

Les problèmes, liés aux causes anthropiques et aux phénomènes naturels, ont conduit les populations des îles à avoir un instinct de résilience. Pour survivre, beaucoup de pêcheurs se sont reconvertis. D'après lui, on pouvait estimer les acteurs de la pêche à plus de 80 pour cent de la population. Mais, de nos jours, avec les changements climatiques et leurs variations, la donne a complètement changé. Des jeunes sont devenus des maçons. Certains ont réussi et exercent dans la localité, d'autres travaillent à Dakar, à Toubacouta et dans d'autres localités environnantes. Également, les autorités encouragent l'éducation. Des campagnes de sensibilisations ont été menées en partenariat avec la radio locale pour lutter contre la déperdition scolaire, notamment celle des filles, fait savoir le directeur de la radio.

Les femmes transformatrices de Bettenty ont, pour leur part, trouvé d'autres activités parallèles. Elles étaient tous les jours sur l'eau pour ramasser des fruits de mer et ensuite procéder à leur transformation. Cependant, avec la rareté des ressources qui constitue un vrai goulot d'étranglement à la vie des insulaires, l'on a noté des ingéniosités par rapport à la résilience. En saison des pluies, les femmes font désormais du maraîchage, elles cultivent du *bissap* (hibiscus) pour ensuite en faire du jus qu'elles vendent pour gagner leur vie, explique M. Mané.

demande est plus forte que l'offre, d'où la flambée des prix des produits halieutiques. Malick Diouf pointe du doigt les grands bateaux de la pêche industrielle. Il craint que la situation n'empire avec le démarrage de l'exploitation du pétrole sur les côtes sénégalaises qui pourrait provoquer la pollution des eaux et la migration des poissons.

« *La seule alternative pour la population est le retour à la terre* », indique cet habitant de Bettenty. Mais, tout est à l'état de projet. M. Diouf estime que certains jeunes pensent à s'orienter vers l'exploitation de surface pour pratiquer la culture fruitière, notamment celle des mangues. De l'avis de Malick, la solution urgente pour limiter les dégâts, c'est

de bénéficier de l'appui de bailleurs pour procéder au reboisement et lutter contre l'avancée de la mer.

Karamba Diouf emboite le pas à son parent Malick Diouf. Karamba, qui était mareyeur, s'est reconverti, depuis quelques temps, en transporteur. Avec une pirogue et une vedette, il assure la liaison entre Missirah et Bettenty, et se rend parfois jusqu'à Djiffer. Le coût de la location varie entre 25 000 et 40 000 francs CFA. Karamba se réjouit de mener un business florissant. D'après lui, plusieurs jeunes comprennent petit à petit les incertitudes qui planent sur l'activité de la pêche. Ainsi, certains commencent à se former aux métiers de maçon ou de menuisier. D'autres sont devenus transporteurs de pirogue et assurent les traversées entre les différentes localités de la zone.



Promotion des initiatives locales

Des associations sont nées dans la zone afin de promouvoir des stratégies de survie. C'est le cas de l'Association pour la promotion des initiatives locales (APIL), une organisation de base à but non lucratif, fondée en 2006 et dont le siège est à Foundiougne. Sa mission est d'appuyer les populations et les décideurs dans la prise en charge du développement endogène et autocentré en perspective d'un développement durable. L'APIL contribue ainsi à favoriser au sein de la Réserve de biosphère du Delta du Saloum (RBDS), particulièrement dans la région de Fatick, l'émergence d'une dynamique de développement durable par la gestion rationnelle des ressources naturelles en général et celles de l'écosystème mangrove en particulier.

Selon M. Chérif Cissé, président de l'association, l'objectif recherché est de susciter et développer, par un encadrement adéquat, les initiatives des populations qui s'intéressent à l'exploitation rationnelle des ressources naturelles et à la valorisation des potentialités locales.

L'APIL aspire à un monde rural autonome, sain et équilibré où chacun vit dignement de son travail. L'une de ses principales missions, selon son président, c'est de « *promouvoir un développement local autonome et durable par le renforcement des capacités des populations* »

COMMANDANT LAMINE KANTÉ, CONSERVATEUR DE L'AMP DU BAMBOUNG

Préserver les échantillons représentatifs des écosystèmes et de la biodiversité

Le Commandant Lamine Kanté lève le voile sur ce modèle de résilience initié au Bamboung, afin de répondre aux effets du changement climatique et de préserver la biodiversité.

Une aire marine protégée (AMP) est une surface située dans la zone intertidale. Elle englobe les eaux qui la couvrent ainsi que la flore, la faune et le patrimoine historique et culturel associé, nous explique le commandant Lamine Kanté. L'AMP est mise en réserve par la loi, ou par d'autres moyens, dans une perspective de protéger, partiellement ou intégralement, l'environnement inclus dans cette zone. « *Le but, c'est d'accorder à la diversité biologique marine ou côtière un degré de protection plus élevé que celui dont bénéficie le milieu environnant* », précise-t-il.

C'est en 2002 qu'il y a eu la délibération du conseil rural de Toubacouta érigeant le site en réserve naturelle communautaire (RNC). En 2004, la RNC devient une aire marine protégée parmi les cinq qui ont été mises en place par le décret n° 2004-1408 portant création de cinq AMP.

« Restaurer et conserver les ressources halieutiques dans et autour de l'AMP, mais aussi favoriser une utilisation durable de la biodiversité centrée sur la valorisation du patrimoine naturel et, en même temps, promouvoir une gestion communautaire des ressources naturelles, tels sont

les principaux objectifs assignés à l'aire marine protégée », explique le commandant Kanté. Pour lui, l'originalité de l'AMP du Bamboung est son caractère « communautaire », avec une gestion qui se fonde sur un partenariat actif entre, d'une part, l'État à travers les conseils, les facilitations administrative et technique, la surveillance et, d'autre part, les communautés locales bénéficiaires des retombées économiques et sociales. L'AMP offre des richesses et beaucoup d'avantages, à savoir les amas coquilliers de Djorom Boumak et de Djorom Boundao, la forêt de Kabaye, le sentier écologique, les îles coco. À cela s'ajoute la diversité floristique et faunique avec les amas coquilliers, les espèces végétales, de grands types d'habitats et de formations végétales, plusieurs espèces de poissons, d'oiseaux, de reptiles, d'insectes, d'amphibiens, de mollusques. C'est un moyen de résilience face au changement climatique. Les aires protégées constituent les derniers lieux de préservation des échantillons représentatifs des écosystèmes et de la biodiversité. En cela, elles constituent des lieux d'adaptation et d'atténuation face aux effets des changements climatiques.

DJIFFER

L'érosion côtière « tue » le tourisme

Depuis des années, le village de Djiffer fait face à une avancée inexorable de la mer. Ce qui plonge la population dans une grande inquiétude. Pendant ce temps, les jeunes de la localité initient des activités censées les aider à trouver un remède à la situation.

Longeant une partie de la Petite-Côte sénégalaise, le site touristique de Djiffer, situé dans la commune de Palmarin-Diakhanor (région de Fatick), est un village de pêcheurs. Coincé entre le fleuve Sine à l'est et la mer à l'ouest, Djiffer ferme la marche avant l'îlot de Sangomar, de l'autre côté du détroit.

Le taxi-brousse à bord duquel nous avons embarqué depuis Mbour roule à vive allure. Avant l'arrivée à Djiffer, une dizaine de villages, aussi magnifiques les uns que les autres, s'offrent successivement à notre regard admiratif. À perte de vue, s'alignent des arbres de toutes sortes, en majorité des palmiers, tandis que sur la droite, une interminable plage au sable fin accueille inlassablement les flux et reflux des vagues de l'Atlantique.

La Petite-Côte sénégalaise est réputée pour être une réserve de sites touristiques attractifs. Près de deux heures de route plus tard, nous voici arrivés à bon port, ce lundi 19 juillet 2021. Entre l'envie de faire un saut rapide au campement pour déposer nos bagages et le devoir d'aller immédiatement sur le terrain pour les nécessités de notre reportage, il s'est écoulé une trentaine de

minutes, le temps de procéder aux salutations d'usage.

Soumis à l'érosion côtière depuis plusieurs années, le village de Djiffer est menacé de disparition. Ces dernières années, le littoral sénégalais a connu une recrudescence de l'avancée de la mer. Depuis 1954, les plages auraient perdu 130 mètres ! Cette avancée menace le développement local et la création d'emplois dans le secteur touristique.

Les 2 000 âmes qui vivent ici au quotidien sont partagées entre le tourisme, le commerce, la pêche et ses activités connexes, sans compter diverses autres occupations de circonstance, le temps de trouver une affaire plus alléchante. Malgré sa réputation, Djiffer reste un petit village. La seule route qui y donne accès se trouve dans un état de délabrement avancé à cause de l'érosion marine et de la pollution de la plage envahie par les déchets plastiques.

Des campements touristiques sont implantés çà et là depuis un bon bout de temps. L'un d'eux, la Pointe-de-Sangomar, est géré par Maurice Faye, natif de la localité et président de la section syndicale des touristes de



Fatick, basée sur place. C'est au bord du fleuve que nous reçoit M. Faye. L'atmosphère, plutôt humide, est alourdie par la forte chaleur ambiante. Djiffer a perdu une bonne partie de son littoral au fil des années. Ce qui n'est pas bon signe pour une zone dont la pêche, le tourisme et le commerce constituent les principales activités économiques.

« L'érosion côtière tue le tourisme, car quelqu'un qui vient ici pour passer des vacances ne peut pas profiter de la plage à cause de l'érosion et des déchets plastiques. C'est ce qui explique que j'ai dû fermer mon établissement, parce que le flux touristique a beaucoup baissé à Djiffer », affirme-t-il avec force, tapant même du poing sur la table comme pour exprimer un mécontentement bien visible. Force est, en effet, de reconnaître que

le secteur du tourisme génère énormément d'auto-emplois par sa chaîne de valeur. À condition toutefois de disposer de la clientèle et des conditions adéquates.

Le petit commerce comme alternative

Comme par substitution, de petits commerces commencent à voir le jour, offrant une alternative aux jeunes du terroir, dont une grande partie n'a pas fait d'études poussées. Certains ont abandonné l'école très tôt pour s'activer dans la pêche ou le tourisme. Les boutiques et les restaurants ainsi que le secteur du transport sont monopolisés par les allochtones venus des régions voisines. Il s'agit de Lébous, de Peuls, de Sérères, de Mandingues, de Guinéens, etc.

Certes, Djiffer présente le visage d'une station balnéaire à forte potentialité économique et culturelle de par ses richesses naturelles, mais il est aujourd'hui menacé de disparition. Selon Maurice Faye, Djiffer ne serait rien sans ses activités économiques. L'agriculture n'étant pas pratiquée en masse, la nouvelle génération de Djifférois commence à s'adonner à une activité plus ou moins rentable : la conduite de charrette, qui permet à certains jeunes de trouver de quoi gagner leur pain quotidien.

Maurice Faye connaît les réalités de sa localité. Ses actions, au cours de ces dernières années, sont orientées vers la sauvegarde de ce qui reste de Djiffer. Son ami Papa Saliou Ndiaye, guide touristique de métier, déplore également la situation du village. Il rappelle qu'en 2004, un forum avait été organisé par les acteurs du tourisme pour redonner vie au secteur. À ce jour, la commune de Palmarin ne compte que cinq campements touristiques, contrairement aux années passées.

Contre toute attente, le secteur de la pêche continue tant bien que mal d'absorber le gros

des jeunes du village. Des pirogues par centaines débarquent toujours au quai de pêche avec des caisses remplies de poissons. A cela l'on peut ajouter ces camions frigorifiques prêts à employer la main d'œuvre bon marché que constituent les jeunes de la localité. Les femmes ne sont pas en reste. Malgré les difficultés à avoir plus de poissons, elles arrivent à s'en sortir, nous confie un interlocuteur.

En guise de soutien, la Délégation générale à l'entrepreneuriat rapide des femmes et des jeunes (DER) a offert, l'année dernière, un camion de conservation de poissons aux mareyeurs de Djiffer. Ce don, qui s'inscrivait dans le cadre de la politique de soutien du président de la République à l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, a été hautement apprécié en ce qu'il leur permet de faire prospérer leur activité. Et de créer plus d'emplois.

L'autre activité qui gagne de plus en plus de terrain à Djiffer est donc le transport par charrettes. De plus en plus de jeunes de la localité se sont investis dans cette aventure, avec des bénéfices oscillant entre 6 000 et 9 000 francs par jour. Le transport en commun, par voiture automobile, est aussi convoité par certains jeunes, qui réalisent par ce biais des chiffres d'affaires importants de 10 000 à 15 000 francs quotidiennement.

Loin de s'imaginer vivre un enfer pour n'être pas allés gonfler le lumpenprolétariat des grandes villes du pays, les Djifférois continuent de prendre leur destin en main par la conduite d'activités telles que l'installation de digues, la restauration de la mangrove, ainsi que la réalisation de réserves naturelles communautaires et d'aires marines protégées.

LUTTE CONTRE L'ÉROSION CÔTIÈRE À DJIFFER

Le plaidoyer du chef de village de Djiffer



Le village de Djiffer, dans la commune de Palmarin-Diakhanor, est connu pour être un quai de pêche ou, comme autrefois, le lieu d'implantation d'une usine d'exploitation de titane. Aujourd'hui menacé de disparition du fait de l'érosion côtière, son chef, Sébastien Ndong, plaide pour une prise en charge des plages et la mise en place d'une digue de pierres ou d'une mangrove afin de sauver ce « bout de paradis ».

L'origine du calvaire de Djiffer pourrait remonter à l'année 1987, au cours de laquelle où était produit un mémorable raz-de-marée qui avait envahi la zone, séparant ce village de la Pointe de Sangomar, qui était alors devenue une île. « Avant cela, notre village était à seulement quelques mètres de la mer. Je me souviens bien, parce que j'y suis né en 1969 », se rappelle M. Ndong, soulignant qu'aujourd'hui encore « la mer avance à grands pas et (que) chaque année (le village perd) cinq mètres de plage ».

Djiffer était jadis un vaste champ de la commune de Palmarin-Diahkanor. La population l'a cédé aux autorités pour l'implantation d'une usine d'exploitation de titane, mais par la suite, les pêcheurs s'y sont installés parce que la mer était poissonneuse. Cela étant, le village reste un point de rencontre de personnes venues de tous les coins du pays et d'ailleurs, ce qui explique, du point de vue administratif, qu'il n'est pas reconnu en tant que tel.

Interrogé sur les effets de l'érosion côtière, ce fringant quinquagénaire soutient que si la progression du phénomène n'est pas stoppée, « Palmarin et ses environs disparaîtront au fond de l'océan ». Sébastien Ndong poursuit : « L'extraction du sable marin n'est pas pratiquée dans la zone. Notre seul problème ici, c'est qu'il n'y a pas de pierres pour arrêter les vagues. C'est tout le littoral de Palmarin qui est menacé ».

Se pose dès lors la question de savoir ce que l'État a entrepris comme action, notamment pour appuyer la résilience des jeunes de la localité face aux effets du changement climatique qui impactent sévèrement la zone. M. Ndong, qui exerce la profession d'hôtelier, concomitamment avec ses fonctions de chef de village, précise n'avoir jamais reçu une quelconque subvention de l'État. Cependant, reconnaît-il, le GIE (groupement d'intérêt économique) de Djiffer, qui s'active dans le commerce du poisson, a bénéficié, de la part de la Délégation générale à l'entrepreneuriat rapide des femmes et des jeunes (DER), d'un

camion frigorifique pour la conservation et l'acheminement de certains produits et marchandises à l'intérieur du pays.

Mais, au-delà de cette action ponctuelle, et pour offrir une véritable alternative à la jeunesse de Palmarin-Diakhanor, Sébastien Ndong se dit convaincu que par la mise en valeur des plages, il est possible de redynamiser la chaîne de valeur liée au tourisme. *« Ainsi, les petits commerces comme la vente d'objets d'art, d'habits du terroir, de fruits et autres produits pourront prospérer. Nous pensons que par l'aménagement de plages et l'ins-*

tallation de la mangrove, les touristes reviendront et l'économie locale repartira », analyse le chef de village de Djiffer, qui reconnaît n'avoir pas rencontré d'autorités étatiques ou autres pour discuter de ces solutions.

À la question de savoir s'il existe dans la zone des jeunes souhaitant se lancer dans des projets personnels afin de s'en sortir, Sébastien Ndong répond par l'affirmative. *« Je connais quelques jeunes prêts à s'investir dans des projets, la pêche par exemple. Mais une autre partie des jeunes souhaite tenter leur chance ailleurs. Par désespoir tout simplement »*, souligne-t-il.



LAMINE LAGOU SARR, ADJOINT AU MAIRE DE PALMARIN

Régénérer la diversité halieutique et freiner l'avancée de la mer



Dans la commune de Palmarin, à laquelle est rattaché le village de Djiffer, les autorités locales ont initié, depuis plus d'une décennie, un certain nombre de projets visant à redonner vie à une économie en déliquescence et procurer des ressources à une jeunesse désemparée. Les actions entreprises en ce sens sont détaillées dans cet entretien par l'adjoint au maire, Lamine Sagou Sarr, économiste de formation et membre de plusieurs associations de sa localité.

Monsieur le maire, voulez-vous nous présenter votre commune ?

Palmarin fait partie du département de Fatick, dans la région du même nom. C'est une localité côtière située dans le Sine-Saloum, au début de la Pointe de Sangomar, après Joal-Fadiouth. La commune regroupe plusieurs villages : Palmarin-Diakhanor (dont Djiffer fait partie), Palmarin-Facao, Palmarin-Ngallou, Palmarin-Ngueth et Palmarin-Séssène. La localité vit de la pêche et de l'agriculture, mais aussi du tourisme grâce à ses plages et à de beaux palmiers dont la localité porte le nom.

Comment lutez-vous contre l'érosion côtière ?

La commune de Palmarin a connu des mouvements de vagues au fil du temps. Nous citons par exemple l'érosion côtière. C'est une commune très humide parce qu'elle est entourée des deux côtés par l'océan Atlantique, à l'ouest, et le fleuve Sine, à l'est. Donc, c'est une commune encerclée par les eaux, ce qui nous cause des soucis. Mais la population a

toujours su s'adapter, par la restauration de la mangrove, l'installation des digues et autres.

Le tourisme étant le premier secteur touché, quelles sont les mesures mises en place pour vous adapter à cette réalité ?

En effet, Palmarin est une zone touristique. Son paysage rappelle celui de la Basse-Casamance. Mais avec l'érosion côtière, l'activité touristique était sérieusement menacée. Il n'y a pas très longtemps, la commune de Palmarin disposait de 38 kilomètres de plage. Entre 2000 et 2001, la population a réclamé que la commune soit érigée en réserve naturelle communautaire. Et elle fournit beaucoup d'efforts pour préserver et valoriser cette réserve naturelle. Cela contribue au recul de la déforestation. La verdure se réinstalle. Cela redonne espoir aux habitants. La restauration de la mangrove permettra de régénérer la biodiversité halieutique et freinera l'avancée de la mer. Ainsi, l'économie locale reviendra comme avant.

Face aux changements climatiques, quelles sont les mesures que vous avez prises pour venir en aide aux jeunes ? Reçoivent-ils des aides financières de la commune ou de l'Etat ?

Oui, il y en a eu ! Je vais commencer par le projet des motos octroyées par l'État à la jeunesse de Palmarin et l'acquisition de moteurs de pirogue pour les jeunes pêcheurs. Le ministre Maxime Ndiaye (Inspecteur d'État et ancien secrétaire général du gouvernement, NDLR) qui est un fils du terroir, s'est beaucoup engagé pour l'émergence de notre commune.

Des activités de reboisement de la mangrove sont-elles entreprises ?

Effectivement ! De par ses actions, la municipalité s'est engagée dans des activités de reboisement. C'est ainsi que les communes de Palmarin et de Dionewar, regroupées autour de l'aire marine protégée (AMP) de Sangomar, participent ensemble à l'amélioration de la pêche. L'État a largement soutenu les actions dans ce domaine en termes de moyens techniques, de ressources humaines et financières.

Les femmes sont-elles associées à ces projets ?

Je commencerai par saluer l'engagement des femmes des deux communes (Palmarin et Dionewar) depuis le début du projet de l'AMP de Sangomar. Ces femmes sont non seulement impliquées dans la transformation des produits halieutiques, mais aussi, elles sont très engagées dans le développement socioéconomique. Il est facile de coopérer avec elles, parce qu'en matière de gestion, elles sont généralement plus actives que les hommes et se soucient du résultat final. Et cela est important.



Ces femmes sont non seulement impliquées dans la transformation des produits halieutiques, mais aussi, elles sont très engagées dans le développement socio-économique.

Les jeunes y participent aussi ?

Oui ! Les jeunes également participent. Ils sont présents dans la pêche, le tourisme, la culture, l'aquaculture et la cueillette des fruits forestiers. Vraiment les jeunes sont concernés. Ce qui m'amène à évoquer les aspects positifs des AMP de Sangomar. Les bénéfices tirés de ces activités ont contribué à régler énormément de problèmes liés à la scolarisation des jeunes. La plupart des familles (surtout les femmes), grâce aux bénéfices, arrivent à payer les frais de scolarité de leurs enfants et à assurer les charges ménagères.

AVANCÉE DE LA MER

Saly sous la brise du désespoir

La station balnéaire de Saly a connu les conséquences de l'avancée de la mer. La bande de plage a été récupérée, mais l'activité touristique peine à reprendre. Et le décor n'est plus des plus paradisiaques.

Des palmiers dans et autour de complexes hôteliers, le sable blanc d'une plage paisible, des touristes qui se délectent des rayons du soleil. Telles sont souvent les images qui viennent à l'esprit quand on entend parler de Saly. Charles Coly est étudiant. Il vit à Dakar et ne s'y rend que pour se détendre. Pour lui, Saly, « *c'est le paradis sur terre* ».

Seulement, avec le temps et la mer avançant, des poches d'enfer se sont creusées dans le sable blanc d'antan. Seydina Issa Laye Dieng n'est pas un visiteur de passage. Il habite Saly que pour se détendre. Il y habite et constate avec désolation la dégradation de la plage. Devant les flots, le regard perdu dans les flux et reflux des vagues, le trentenaire regrette ce qu'est devenu la plage de Saly : un désert qui n'attire plus de touristes. Pour cause : « *la mer avait tellement grignoté la plage que deux ou trois ans auparavant, il était impensable de nous asseoir là où vous nous avez trouvés aujourd'hui* ». Il est accompagné d'un ami. Ce dernier sort de sa poche un téléphone portable. Après quelques manipulations de l'écran tactile, il nous sort des images. Il fallait qu'il nous les montrât pour nous convaincre. Et les images ne mentent pas : la mer que l'on aperçoit à plus de cent mètres était tout près de là où nous sommes assis avec Issa et son ami. Ces der-

niers soutiennent que les activités gravitant autour du tourisme étaient pourvoyeuses de revenus puisque plus rien ne marche du fait de l'avancée de la mer, ils viennent au bord de la plage confier leur désarroi à la brise marine.

Leurs propos sont confirmés par Babacar Bâ, qui travaille au Foyer des jeunes de Saly. Pour donner plus de poids à son témoignage, Babacar nous invite à une promenade dans le centre commercial et celui d'animation qui font face à la plage. Les portes de l'un excellent, tandis que poussière et toits défaits constituent le décor de l'autre. Rien ne se vend, tout est en lambeaux. Tout est à refaire, rien ne laisse imaginer qu'il y avait de la vie dans les parages. Seules des inscriptions résistent à l'usure. Elles indiquent des discothèques dont les planchers ne reçoivent plus de danseurs et des boutiques qui ne voient plus d'acheteurs. Le cadre est assez sauvage : un décor idéal pour de jeunes photographes et leurs modèles qui cherchaient la bonne place pour réaliser des images originales. Babacar Bâ explique la cascade de conséquences découlant de l'avancée de la mer : elle a enseveli la plage, chassé les touristes, sinistré le centre commercial et celui d'animation. La bande de sable a été certes récupérée, mais la station balnéaire de Saly peine



à redémarrer l'activité touristique qui a fait sa renommée.

Pour Issa et tant d'autres, il y a une lueur d'espoir d'un retour à la normale. Grâce au concours de l'État du Sénégal, avec l'appui de la Banque mondiale, l'ingéniosité humaine a eu raison de la furie de la nature. Sur la plage, certains s'entraînent, d'autres préparent du thé, chose impensable quelques temps auparavant. Ainsi, c'est avec une joie immense et une voix empreinte de fierté que Babacar déclare : « *En moins d'un an, on a récupéré 150 mètres de plage* ». Une telle prouesse a été réalisée dans le cadre du Projet de développement du tourisme et des entreprises (PDTE). L'espace concerné par un tel projet est « *front de mer du littoral de Saly, qui s'étend sur un linéaire d'environ six kilomètres, de*

l'hôtel Lamantin Beach au village des pêcheurs de Saly Niakh-Niakhal avec la construction de douze brise-lames et sept épis », selon une note d'ENDA Ecopop (Espaces co-production et d'offres populaires pour l'environnement et le développement en Afrique).



***En moins d'un an, on
a récupéré 150 mètres
de plage.***



Une jeunesse entre engagement et reconversion

« *Ce n'était pas évident* », de l'avis d'Ibrahima Khalil Dieng, membre de l'Amicale des élèves et étudiants de Saly (Amees). Ce dernier a d'ailleurs salué l'engagement du maire de la commune ? qui a porté le projet de recouvrement de la plage dont l'Apix a été le maître d'œuvre. Selon lui, le maire Ousmane Guèye a veillé à ce que la main-d'œuvre vienne de la jeunesse de la localité.

Celle-ci a été sur tous les fronts dans ce projet qui a freiné l'érosion côtière dans la commune de Saly. À en croire Babacar Bâ, elle s'est aussi investie dans la sensibilisation des populations quant à son importance, ce, aux côtés d'Enda Ecopop. Il témoignait tout en longeant une large rue bordée d'hôtels parmi lesquels Framissima Palm Beach, ou du moins, ce qu'il en reste. Ce complexe hôtelier n'a plus son rayonnement d'antan. L'activité touristique ne marche pas fort et, à l'intérieur, on en profite pour l'embellir en attendant un éventuel retour à la normale. Assane Diémé y est employé, et c'est avec surprise que l'on ap-

prend que parmi ceux qui officient à l'entrée comme tâcherons sont d'anciens travailleurs de Framissima Palm Beach. Aujourd'hui, ils mélangent du ciment ou effectuent quelques travaux devant le bâtiment où, hier, ils étaient garçons de chambre, par exemple. En face d'eux, leurs anciens collègues attendent des clients. La maison a profité des travaux de réparation pour changer le matériel, entre autres, des climatiseurs, des lavabos que les anciens employés ont reçus de l'hôtel pour les revendre au plus offrant.

Tout cela découle de l'avancée de la mer. Le changement climatique, accuseront certains. Mais, les spécialistes restent prudents. D'après le professeur Henri Mathieu Lô, de l'Institut des Sciences de l'Environnement (ISE) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, « *le changement climatique a bon dos* ». « *Du moment que les politiques ne sont pas adaptées et que les institutions ne jouent pas leur rôle, le changement climatique vient servir de catalyseur* », analyse le professeur Lô. Dans leur jargon, le professeur Lô et ses collègues parlent de « *chaîne d'impacts* ».

PÊCHE ARTISANALE À SAINT-LOUIS

Le temps des incertitudes

Le changement climatique n'a pas épargné la ville de Saint-Louis où ses effets se font nettement sentir dans le secteur de la pêche. Avec l'érosion côtière, le poisson devient introuvable alors que l'exploitation future du pétrole et du gaz laisse planer toutes les incertitudes sur une activité vitale pour des milliers de personnes. En raison des changements affectant leur milieu, les pêcheurs se préparent à une reconversion dans d'autres secteurs d'activité.

La mer ravale le rivage à Saint-Louis. Cette érosion côtière emporte sur son passage des habitats naturels de poissons, leur zone de ponte, leur nourricerie. Tous ces bouleversements plongent la pêche dans des eaux troubles. Conscients de cette nouvelle donne, les pêcheurs « marins » essaient de s'adapter dans cette ville où la pêche constitue la principale activité. Des milliers de personnes vivent de ce boulot. Les jeunes mareyeurs ont mis en place une association pour la sauvegarde de leurs intérêts. Sous la férule de leur coordonnateur, Yacouba Ngom, ils pratiquent d'autres activités pour parer aux difficultés que traverse le secteur dans la ville tricentenaire. Ainsi, des parcelles de terre sont exploitées pour subvenir aux besoins des membres de l'association. « Depuis six ans, nous cultivons des oignons et de l'arachide, ce qui a été une réussite. Nous envisageons d'ensemencer cette année d'autres parcelles », annonce Yacouba Ngom.

Ces mareyeurs, qui dépendent directement de la pêche, jugent nécessaire de trouver une activité secondaire, car la pêche ne rapporte

plus comme dans le passé. « A l'époque où nos parents pêchaient, le poisson était abondant, ça coûtait moins cher et tout le monde parvenait à s'approvisionner », narre encore le coordonnateur. Même si le secteur est confronté à une situation de plus en plus ardue, Yacouba Ngom et ses camarades sont déterminés à rester dans leur cœur de métier. « Malgré les pertes en vies humaines et la rareté du poisson, nous restons dans cette activité pour nourrir nos familles. Et, si les pêcheurs n'arrivent pas à trouver du poisson, alors nous n'aurons plus rien à vendre », argumente le coordonnateur des mareyeurs.

L'érosion côtière, qui a dévasté la plupart des maisons au quartier des pêcheurs de Gokhou-Mbathie, a modifié leur mode de vie. L'avancée de la mer et l'exploitation future du pétrole et du gaz à Saint-Louis vont accélérer le processus de reconversion. « Déjà avec les bateaux étrangers, qui viennent piller nos eaux, il est rare de trouver des poissons. Et quand l'exploitation [des ressources] commencera, le poisson sera encore plus rare », prédit Mamadou Diène.

Du fait de ces nombreuses difficultés, les pêcheurs de Saint-Louis semblent avoir perdu tout espoir. Originaire de Gokhou-Mbathie, Assane Fatim Diop, qui vit de la pêche depuis plus de vingt ans, ne dit pas autre chose. *« De nos jours, il est dur de vivre seulement de la pêche, mais c'est notre métier et nous sommes tenus de le pratiquer »*, soutient-il avec beaucoup de philosophie.



Avancée de la mer

Pendant, même si quelques-uns songent, de guerre lasse, à une activité secondaire, la grande majorité se cramponne encore à la pêche, bien que le secteur traverse une zone de turbulences. Ils se retrouvent dans l'Union régionale des pêcheurs artisanaux de Saint-Louis (Urpas), qui entend défendre les intérêts de ses membres. *« L'avancée de la mer a détruit toutes nos maisons qui bordaient l'océan, notamment à Guet-Ndar, alors que la brèche a causé, pour sa part, la mort de quelque 480 pêcheurs depuis son ouverture, en 2003. Il n'y a pas une seule maison à Guet-Ndar qui n'ait pas enregistré de victimes »*, déplore, Idrissa Ndiaye, le chargé des relations extérieures de l'Urpas.

La brèche, considérée comme un *« canal de délestage »* visant à faciliter l'écoulement des eaux du fleuve vers la mer, à sept kilomètres au sud de Saint-Louis, est une ouverture pratiquée sur la langue de Barbarie pour permettre également d'évacuer les eaux de pluie susceptibles d'inonder la ville. Les autorités ont posé la première de la nouvelle brèche en novembre 2020. Depuis lors, rien ne bouge.

L'autre source d'inquiétudes, ce sont les bateaux étrangers, accusés à tort ou à raison de piller les ressources halieutiques, de fragiliser les conditions de vie de milliers de pêcheurs, mareyeurs et transformateurs de produits halieutiques. Rien que l'Union régionale des pêcheurs artisanaux de Saint-Louis compte 2800 membres. *« Ces bateaux de pêche nous obligent à migrer en Mauritanie et au Libéria, tandis que l'exploitation du pétrole rétrécit considérablement notre zone d'action »*, dénonce Idrissa Ndiaye.

ASSANE FATIM DIOP, PÊCHEUR À GUET-NDAR

Un rescapé de « Barsa ou Barsakh » qui rêve toujours d'Europe



Les habitants de Guet-Ndar et de Gokhou-Mbathie sont nostalgiques des années fastes de la pêche. Aujourd'hui, des pêcheurs comme Assane Fatim Diop, qui ont connu ces périodes de gloire, sont au creux de la vague. Le pêcheur jure de prendre le large pour gagner l'Europe si les conditions de la pêche ne s'améliorent pas. Il avait déjà mis en péril sa vie en tentant d'émigrer clandestinement.

Assis sur une natte, au milieu d'une demi-douzaine de congénères pêcheurs, la tête ceinte d'un turban noir, Assane Fatim semble profiter de la brise marine qui balaie le rivage. C'est l'un des bienfaits de la mer dont il continue de profiter. Ce pêcheur, qui a vu le jour en 1970 à Guet-Ndar, comme d'autres jeunes de son quartier natal, s'est naturellement orienté vers la pêche. Actuellement, il capitalise vingt-deux ans d'activités. Mais entre hier et aujourd'hui, il n'y a pas photo. Ce quinquagénaire, qui a vécu les beaux jours de la pêche artisanale dans la ville tricentenaire, ne s'y retrouve plus. Après avoir échoué, en 2003, en cherchant à émigrer clandestinement vers l'Espagne, il n'exclut pas de retenter l'expérience si la situation ne s'améliore pas. A ses risques et périls. Il n'a pas le choix, la pandémie du coronavirus a enfoncé les pêcheurs de Gokhou-Mbathie dans la précarité.

Ce monogame, père de plusieurs enfants, ne trouve plus son compte en allant à la quête de ce poisson qui devient de plus en plus

rare. Il exerce son métier pour avoir de quoi survivre. Le jour de notre passage, lui et ses compagnons d'infortune raccommodaient des filets de pêche. Malgré la crise financière, Assane et ses compagnons casquent pour se rendre en mer. « *Nous dépensons plus de 1,2 million de francs CFA pour chaque voyage que nous effectuons* », révèle-t-il.

Dévoués à perpétuer l'héritage de leurs ancêtres, ces pêcheurs de Gokhou-Mbathie n'ignorent rien des ennuis causés par les gros chalutiers étrangers. « *Ces bateaux de pêche anéantissent les poissons et détruisent nos filets* », témoigne Assane Fatim Diop, conscient qu'avec l'avancée de la mer, les poissons se raréfient comme jamais. En outre, les accords de pêche signés par l'État du Sénégal sont loin d'être en faveur des pêcheurs, ceux de Saint-Louis en particulier. Le pillage de nos ressources halieutiques par les pavillons étrangers met en péril les pêcheries traditionnelles. « *Maintenant, nous allons pêcher à plus de 230 kilomètres des côtes sénégalaises, jusqu'en Mauritanie* », argue-t-il,



avant d'ajouter qu'aujourd'hui, les pêcheurs passent plus de temps en mer qu'auparavant. « *Nous faisons plus de trois jours en haute mer, alors que par le passé, les pêcheurs partaient dans la soirée et revenaient avant 22 h* », fait remarquer Assane Fatim Diop. Toutefois, il avoue que lui et ses compagnons s'en tirent parfois d'affaires. « *Nous gagnons 3 millions de FCFA à chaque voyage en mer, une somme répartie entre trente personnes* », dit-il. Mais ce n'est pas tous les jours qu'ils gagnent une telle somme.

Nous faisons plus de trois jours en haute mer, alors que par le passé, les pêcheurs partaient dans la soirée et revenaient avant 22 h.

KHAR YALLAH, SAINT-LOUIS

Les trente et un problèmes des « déplacés climatiques »

Les ménages chassés par l'avancée de la mer, à hauteur de la Langue de Barbarie, à Saint-Louis, n'ont pas encore vu le bout du tunnel. Sur leur site de relogement, à Khar Yallah, ils s'en remettent à Dieu, attendant que les autorités centrales et locales améliorent leur vie.

Le quartier Khar Yallah se niche, quelque part dans la commune de Ngallèle, sur la route de l'université Gaston-Berger de Saint-Louis, dans le nord du Sénégal. C'est sur ce site où sont relogées des familles chassées par la montée des eaux au large de la Langue de Barbarie, site emblématique des effets du changement climatique au Sénégal. Sur cette façade fluvio-maritime, la mer n'a cessé de gagner du terrain sur la terre ferme.

Après avoir résisté durant des années, des ménages se sont résolus à être relogés à Khar Yallah, en 2016. Sur ce site, leur vulnérabilité s'est accentuée. C'est pour cela que les sinistrés s'en sont remis à Dieu. Ironie du sort : « *Khar Yallah* » signifie en wolof : « *Attendre Dieu* ».

Les familles recasées à Khar Yallah manquent d'infrastructures de base. Les conditions de vie sont difficiles. En ce vendredi 15 mai 2021, il n'est pas facile de croiser des hommes, tous étant partis à la pêche à Guet-Ndar. Les nouvelles habitations, bien alignées n'ont rien à voir, avec le plan anarchique du quartier de Guet-Ndar. Trouvée dans sa nouvelle maison recouverte d'un enduit peint en rose, Fatou Diouf, assise sous la véranda, n'a pas encore

entrevu le bout du tunnel. Ici, l'eau ne coule pas à flots comme dans leur ancien quartier. La dame égrène la litanie de doléances des déplacés climatiques. Chaque jour, la journée commence à l'aube pour cette dame et son enfant qu'elle porte sur le dos pour aller faire la queue devant la borne-fontaine. « *Nous avons un problème d'accessibilité à l'eau, nous n'avons qu'une seule fontaine pour tout le quartier* », se désole-t-elle.

À cela s'ajoute l'éloignement du site de leur lieu de travail. En effet, la plupart des familles, qui vivent dans ces logements, sont originaires de Guet-Ndar. Là-bas, les hommes se consacrent à la pêche alors que les femmes sont dans la transformation du poisson. Aujourd'hui, cette communauté, qui vivait sur le rivage, est obligée de parcourir une longue distance ou de déboursier de l'argent pour se rendre à leur lieu de travail. Leur capacité de résilience ne s'est pas améliorée, car leur pouvoir d'achat s'est fragilisé. Certaines femmes font tous les jours le trajet Khar Yallah - Guet-Ndar. « *Je pars chaque jour à Diamalaye pour vendre mes poissons. La distance est certes très longue, mais c'est notre métier, notre gagne-pain, nous ne pouvons rien y faire pour le moment* », soupire-t-elle.

Un passé douloureux

En face de la maison de Fatou Diouf, se trouve la demeure de Hinda Diaw. Cette dernière ressasse les mêmes plaintes. Elle y loge avec ses enfants depuis cinq ans. Les souvenirs sont encore frais dans la tête de cette mère de famille âgée d'une soixantaine d'années. Elle se souvient des événements survenus un jour de Korité (fête consacrant la fin de ramadan). Pour elle, c'est comme si c'était hier. *« C'est très tôt ce matin-là que les vagues ont envahi ma maison. J'étais dans ma chambre quand soudain j'ai entendu les enfants crier : « maman, maman l'eau arrive ». Je me suis dépêchée de quitter la chambre. L'eau a pris une partie de la maison, et notre bâtiment s'est écroulé. Nous avons perdu presque toutes nos affaires dans cette catastrophe »,* remémore-t-elle. Depuis ce jour, Hinda Diaw réside à Khar Yallah.

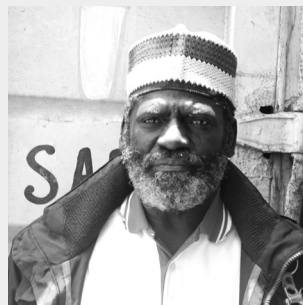
Outre le manque d'eau, l'insécurité est aussi un sujet de préoccupation. Cette dame a été victime de vol de ses petits ruminants. *« J'ai perdu beaucoup de chèvres et de moutons depuis mon arrivée ici, j'ai été plusieurs fois victime de vols. Il y a un réel souci sécuritaire ici »,* note-t-elle. À cela est venue se greffer l'absence de l'électricité, depuis l'installation des nouveaux habitants. Cette situation oblige ces derniers à aller recharger leurs téléphones portables dans le quartier voisin.

« J'ai inscrit mon nom au dos de mon portable pour pouvoir le différencier des autres, car il y a plusieurs appareils qui se retrouvent là-bas en même temps », confie Hinda Diaw. Pendant la discussion, un groupe de jeunes filles fait soudain irruption dans la maison transportant des bidons d'eau sur un chariot. Cette corvée constitue leur lot quotidien. *« Ces jeunes filles se rendent tous les jours à la fontaine publique afin d'approvisionner la maison en eau. J'achète le bidon à 50 francs CFA »,* confie-t-elle.

À quelques pas de là, réside le président des sinistrés de Khar Yallah, Abba Alphousseyi Mboup. *« Pour toute une famille, il n'y a que trois chambres. Nous voulons que les autorités nous libèrent pour que nous puissions bénéficier d'autres maisons plus commodes »,* formule Alphousseyi Mboup. En tant que président des sinistrés de Khar Yallah, il tient à apporter des précisions concernant l'accessibilité à l'eau et à l'électricité dans le quartier. *« J'ai été à la direction de Sen'Eau il y a quelques jours, et on m'a assuré que tout était fin prêt pour que nous recevions l'eau très prochainement »,* informe-t-il. Au total, soixante-huit ménages sont relogés sur le site de Khar Yallah où les conditions de résilience ne sont pas encore réunies.

MOUSTAPHA DIÈNE, SYNDICAT DES PÊCHEURS DE SAINT-LOUIS

Il faut compenser les pêcheurs affectés par l'érosion côtière et de l'exploitation des hydrocarbures



L'avancée de la mer, qui a entraîné le relogement des familles affectées à Khar Yallah et sur d'autres sites, est à l'origine du décrochage scolaire à Saint-Louis. Près d'un millier de jeunes ont abandonné l'école. C'est, du moins, ce qu'avance Moustapha Diène, du Syndicat des pêcheurs de Saint-Louis. Il plaide pour la mise en place d'un programme de compensation des pêcheurs d'autant que leur vulnérabilité pourrait être exacerbée par l'exploitation future du pétrole et du gaz dans cette partie nord du Sénégal.

Est-ce qu'il y a des pêcheurs qui se sont reconvertis dans d'autres secteurs d'activité à cause de l'avancée de la mer ?

Je ne le pense pas. Mais pour le futur, il faudra l'envisager car de nombreux pêcheurs sont relogés à dix kilomètres de Guet Ndar, leur lieu de travail. On quitte Khar Yallah tous les jours avec sa famille pour aller travailler et on ne retourne chez soi que la nuit. Si les pêcheurs vont à la mer, cela leur permettra de gagner de l'argent. C'est très difficile pour un Guet-Ndarien de se reconvertir dans un autre secteur d'activité, car il n'exerce pas une activité secondaire. Sa principale activité, c'est la pêche.

Qu'est-ce qui différencie le pêcheur guet-ndarien des autres pêcheurs du Sénégal ?

Le Guet-Ndarien est différent des pêcheurs de villages comme Kayar, Lompoul, Joal où les gens allient la pêche à l'agriculture et à l'élevage. Le Guet-Ndarien est né dans la pêche et

y a grandi. Sa reconversion ne peut être que dans la pêche. C'est vrai qu'il y a plusieurs métiers connexes à la pêche et beaucoup d'activités spontanées génératrices de revenus qui se créent. Souvent, des jeunes vont jusqu'à Dakar pour acheter des filets et du matériel. Aujourd'hui, ce sont des pêcheurs qui ouvrent des quincailleries au bord de la rue et vendent des intrants pour la pêche.

La plupart de ces personnes se reconvertissent quand elles atteignent un certain âge. Dans la pêche, on part à la retraite très tôt. On commence très tôt aussi, généralement entre dix et quinze ans. Les enfants apprennent le métier dans la pirogue de leur père. Certains partent à la retraite à quarante ou cinquante ans. Parfois, leurs jeunes frères ou leurs fils ne veulent plus aller en mer avec eux. Alors, ils leur demandent de se retirer.

Après la retraite, que deviennent ces anciens pêcheurs ?

Ils s'occupent de tout ce qui se fait en amont, comme payer l'essence, vérifier les filets, réparer les moteurs, etc. C'est l'activité de gens qui ont entre quarante et cinquante ans. Quand les pêcheurs débarquent, ce sont eux, les « retraités », qui s'occupent de la commercialisation du poisson. Chaque pirogue est une entreprise, avec des emplois permanents, saisonniers, occasionnels et connexes. Tout est géré par les anciens, qui ne vont plus en mer.

Est-ce qu'on peut dire que la pêche est menacée par l'exploitation du pétrole à Saint-Louis ?

Nous allons vivre l'exploitation gazière offshore. Déjà, avec les bateaux étrangers qui pêchent dans nos eaux, il est rare de trouver du poisson. Si on commence l'exploitation pétrolière et gazière, il faudra s'attendre à ce que le poisson devienne plus rare. Et avec l'érosion côtière, qui a conduit au relogement de nombreuses familles de pêcheurs, certains ont des maisons jusqu'à Mpal (commune située à une trentaine de kilomètres de Saint-Louis). La situation risque d'être difficile pour ces gens-là. À noter que l'école a été la principale victime de l'érosion : imaginez un quartier qui compte plus de trente mille âmes et qui n'a plus d'école. C'est pour cette raison qu'il y aurait eu mille abandons. C'est des problèmes difficiles à gérer pour ce quartier. D'ailleurs, c'est pourquoi nous avons créé un syndicat. Nous avons très tôt tiré la sonnette d'alarme en réclamant la mise en place d'un programme de compensation des pêcheurs impactés. Le code pétrolier est explicite là-dessus : si on découvre du pétrole dans la mer, on devra dédommager les gens qui, depuis leurs aïeux, vivent de la mer. On ne doit

pas nous rétorquer : « *la mer ne vous appartient pas !* ». La compensation ne devrait pas poser de problème. Cette compensation doit permettre la reconversion des pêcheurs. S'il y a des gens qui pensent qu'avec la raréfaction du poisson et compte tenu de l'éloignement, on pourra se reconvertir dans l'aquaculture ou dans d'autres métiers ce sera possible et que ça va arriver forcément. Mais on doit l'étudier. Il faut former les acteurs, mettre en place les moyens nécessaires et des mesures d'accompagnement. Mais si rien n'est fait, on se contentera alors simplement de vendre la mer aux firmes internationales.

Qu'est-ce qui pousse le pêcheur guet-ndarien à aller pêcher ailleurs ?

Le Guet-Ndarien est le plus grand pêcheur au Sénégal. La pêche est née dans le fleuve. Ce sont des pêcheurs saint-louisien qui sont allés fonder des villages de pêcheurs comme Kayar. Ils trouvèrent sur place des bergers peuls en transhumance. Ces pêcheurs avaient pris l'habitude de rallier Rufisque aux mois de décembre, janvier et février, période au cours de laquelle la mer était très instable à Saint-Louis. Cela montre que ces pêcheurs ont très tôt pratiqué la migration. À partir de Rufisque, les uns descendaient vers Yoff, d'autres à Ngor, Yarakh, Mbour et Joal. Même avant l'époque du voile, des gens téméraires ralliaient Rufisque. C'est ainsi qu'ils avaient trouvé beaucoup de poissons et s'y sont installés. Voilà comment ils ont fondé le village de Kayar et bien d'autres localités.

KOUBALANG

Les communautés reverdisent la mangrove

Depuis un peu plus de dix ans, des habitants de la commune de Koubalan et des villages environnants travaillent d'arrache-pied pour reboiser la mangrove. Ces efforts commencent enfin à porter leurs fruits.

La mangrove, un écosystème propre aux bolongs, aux lacs et aux fleuves, mais très fragile, recèle une biodiversité tout aussi délicate. Ces dernières années, nombre de ces espaces ont été fortement affectés par les affres du changement climatique. Aussi a-t-on assisté à une disparition parfois progressive, parfois brutale des écosystèmes de mangrove si vulnérables et très utiles à la survie des populations riveraines.

Afin de stopper le processus de dégradation de la mangrove, des habitants de Koubalan se sont engagés dans la restauration de la flore et, par ricochet, de la faune de cet espace aux multiples avantages. Situé en Basse-Casamance, entre les villes de Bignona et Ziguinchor, Koubalan est d'une beauté naturelle saisissante. Mais le charme de son environnement pourra être définitivement rompu si rien n'est entrepris pour infléchir la tendance induite par les effets des variations du climat.

Pour Aliou Badiane, point focal du projet de reboisement de la mangrove dans la zone, la décision de reboiser a été vite prise, car, dit-il, « nous avons longtemps voulu restaurer la mangrove ». « Mais que faire sans moyens ? », s'est-il demandé. Coupe-coupe en main et bottes décolorées aux pieds, il arpente presque tous

les jours les sentiers poussiéreux pour aller s'occuper des jeunes pousses de palétuviers plantées quelques mois auparavant. « Autrefois, c'étaient nos mères qui allaient dans les bolongs et remplissaient les nasses de poissons, de carpes et de fruits de mer », se souvient Aliou. L'homme laisse entendre que la disparition de l'écosystème a entraîné une réduction drastique des ressources jadis abondantes dans les bolongs.

Cependant, c'est une combinaison de divers facteurs qui a entraîné la perte de la mangrove et des potentialités qui s'y rattachent (abondance de fruits de mer, de poissons, entre autres) avec la pratique de la pêche. La sécheresse des années 1970 a complètement désarticulé les systèmes de production végétale, en entraînant une dégradation très prononcée de la mangrove ainsi qu'une augmentation des terres salées (acidification, salinisation). Selon une étude de l'Association internationale de climatologie présentée lors de son XXVI^{ème} colloque, en septembre 2013, à l'Université Assane Seck de Ziguinchor, cette sécheresse a indirectement contribué à l'augmentation de la pression anthropique sur l'écosystème de mangrove, suite à la baisse de la production agricole.



Alternatives

Pour s'adapter à cette nouvelle situation, les populations de la commune de Koubalan, dans un élan d'engagement et de détermination, malgré les rigueurs du changement climatique, sont en train, depuis un peu plus de dix ans, de faire revenir la mangrove le long des défluent du fleuve Casamance. Particulièrement le long des bolongs traversant Kamossor, Koubalan, Fingthiok, d'autres villages se trouvant dans la commune de Koubalan, dans le département de Bignona.

« Le changement climatique est bien là, et on doit s'adapter », explique Abdou Sané, conducteur de moto Jakarta à ses heures perdues. « Il nous fallait trouver de nouvelles sources de revenus pour continuer à subvenir aux besoins de nos familles », explique-t-il. C'est dans ce contexte que les habitants de Koubalan tentent de trouver des solutions alternatives avec le développement d'activités liées surtout au retour de la mangrove, ce qui favorise la pratique de l'apiculture ou de l'écotourisme. « Nous avons un projet d'apiculture avec, à terme, 1 000 ruches

d'abeilles dans tous les villages de la commune de Koubalan », révèle M. Badiane.

À quelques dizaines de mètres de notre lieu de rencontre, une odeur particulière caresse nos narines et des gazouillements d'oiseaux se font également entendre. De loin, on aperçoit de vastes étendues de surfaces reboisées de palétuviers de type *Avicennia* surplombant le bolong. La couleur vert foncé, la faible densité des plantes et la petite taille de certaines espèces laissent penser que cette végétation est en pleine croissance. C'est au milieu de cette flore que nous avons rencontré un groupe de femmes dans les parties peu profondes du bolong, en pleine activité de pêche traditionnelle. *« C'est ici que nous trouvons des poissons pour le repas. Il arrive même que nous en prenions beaucoup pour assurer deux jours de repas »,* confie Mama Mané. La jeune dame a le visage durement marqué par les effets de la forte chaleur qui prévaut cet après-midi ainsi que les difficiles conditions de la pêche à la nasse.

Autrefois, elles achetaient du poisson venant de Tobor ou de Ziguinchor, de très mauvaise qualité, car capturé plusieurs jours auparavant et conservé dans de la glace. Mama Mané fait remarquer que, depuis quelque temps, certains jeunes viennent pêcher des poissons dans les bolongs pour les vendre aux populations. Cette activité avait disparu par ici. *« Je peux dire que le retour des poissons est lié au reboisement de la mangrove »,* se réjouit Mama Mané.

Renaissance de l'écotourisme et de l'apiculture

Des centaines de nids d'oiseaux sont visibles sur les branches de palétuviers en pleine croissance. Par un simple cri, Aliou, mon accompagnateur, réussit à déguerpir de leurs nids une nuée de mange-mil. « *Depuis le retour de la mangrove, on note l'arrivée de nombreuses espèces d'oiseaux, comme ces mange-mil, tout comme les pélicans et les marabouts qui se nourrissent de poisson* », souligne M. Badiane. Puis, avec un air de grande satisfaction, il explique qu'avant les restrictions de mars 2020 liées à la Covid-19, il a accueilli un groupe de touristes venus de Ziguinchor, qui ont visité les sites reboisés. « *Mais malheureusement, cet élan a été stoppé par cette pandémie, qui ralentit nos activités* », déplore-t-il.

L'écotourisme est l'une des options pouvant encore aider les populations de cette localité à mieux s'adapter aux conséquences du changement climatique. Il s'y ajoute que d'autres activités connexes sont sur le point d'être développées, comme la saliculture et l'apiculture, qui peuvent permettre aux villages riverains des bolongs d'être plus résilients dans un contexte où les ressources s'amenuisent chaque jour sous l'effet du changement climatique.



ALIOU BADIANE, POINT FOCAL DU PROJET DE REBOISEMENT DE LA MANGROVE
DANS LA COMMUNE DE KOUBALANG

Les populations commencent à profiter des retombées économiques

Les fruits de la restauration de la mangrove sont visibles le long des bolongs entre Tobor et Ziguinchor et, d'une manière plus large, dans la commune de Koubalang, dans le département de Bignona, au sud du Sénégal, dans la région naturelle de la Casamance. Le constat a été fait par le point focal de la restauration de cet écosystème à Koubalang, Aliou Badiane, qui a certifié que les mangroves ont permis de développer des activités génératrices de revenus comme l'apiculture et l'écotourisme, entre autres.

Depuis quand remonte la restauration de la mangrove dans la commune de Koubalang ?

Je suis dans la mission de restauration de la mangrove depuis une dizaine d'années. Au début, j'aménageais des rigoles et des bassins de rétention tout le long des bas-fonds pour drainer et retenir les eaux de ruissellement. C'était avec de maigres moyens. Cela m'a permis de développer des activités comme le maraîchage. C'est en 2010-2011 que j'ai commencé à reboiser la mangrove, avec l'aide d'Oceanium et d'Octogreen, deux organisations non gouvernementales qui interviennent dans le domaine de la préservation de l'environnement.

Comment avez-vous noué le contact avec Oceanium ?

Je travaillais dans le jardin fruitier de mon frère. Il distribuait également des pépinières de citronniers et d'orangers à la population de la commune. M. Ali Haïdar, le patron d'Oceanium a vu les publications du jardin. Il est venu

jusqu'ici, à Koubalang, pour nous proposer de travailler avec lui dans le cadre du reboisement de la mangrove. Je me souviens qu'il m'a dit : « *si vous voulez, on pourra faire revenir la mangrove dans votre bolong* ». Je me suis dit que c'était une chance à saisir, car j'étais déjà dans la restauration sans aucun moyen. Séance tenante, Ali Haïdar a pris un morceau de charbon et a commencé à tracer sur le mur de la maison les contours de la zone à reboiser. Il nous a montré comment créer des trous devant recevoir les plantes, comment drainer l'eau jusqu'au point de repiquage. C'est ainsi que j'ai dit à mes amis, qui étaient présents, d'aller visiter le site. Deux jours après, M. Haïdar est revenu avec le matériel et nous avons commencé à creuser des petits trous pour mettre les pépinières, c'est-à-dire les propagules. C'est de là que nos activités de reboisement de la mangrove ont commencé à Koubalang. Aujourd'hui, tous les villages traversés par les bolongs sont concernés par le reboisement, car ça commence à rapporter de l'argent.

Peut-on avoir une idée des espèces végétales mises en terre dans la zone ?

Il y a plusieurs espèces végétales utilisées pour le reboisement. Parmi celles-ci figure l'avicennia germinans, qui donne de bonnes fleurs et attire également des abeilles. D'ailleurs, c'est ce retour des abeilles en masse qui explique la pose de plusieurs ruches. Auparavant, avant le repeuplement des mangroves, il n'y avait pas d'abeilles dans cette zone. Aujourd'hui, nous assistons à leur retour, et cela a permis de pratiquer l'apiculture qui intéresse de plus en plus de femmes dans cette zone. Quand nous étions plus jeunes, la mangrove était là, très dense. Il y avait aussi beaucoup d'abeilles, on pouvait les voir se déplacer. Par la suite, la mangrove a disparu et le peuplement des abeilles s'est effondré.

Quel est l'impact de la restauration de la mangrove dans cette zone ?

Ce projet de reboisement a démarré à Kouba-lang et concerne plusieurs villages bordés par le bolong. Il s'agit de Tobor, Fegourome, Djiguinome, Fingthiok, Kamossore, Glandane, Boutolète, Boulindieng, etc... Donc, tous ces villages sont concernés. Du côté de Tobor, il y a un point focal. Les femmes, les jeunes, les associations participent aux activités de reboisement. Au début, j'étais tout seul et, par la suite, des amis sont venus se joindre à moi. Actuellement, tout le monde participe, tous les villages de la commune sont impliqués, car le reboisement est payant. La rémunération se fait après la restauration d'un hectare. Il faut une équipe de dix à vingt personnes pour restaurer un hectare. Il y a une forte implication des élèves et des femmes des villages de la commune.

Peut-on avoir une idée du prix à l'hectare ?

Le reboisement de la mangrove fait gagner de l'argent. Un hectare reboisé rapporte 10 000 FCFA. Les communautés s'organisent en groupes. Il y a des associations d'hommes, de femmes et de jeunes. Après une journée de reboisement, on peut restaurer trente hectares. C'est une activité qui attire les élèves, qui ont de quoi payer leurs fournitures à l'ouverture des classes, et les femmes ont pu aménager des jardins. Alors que d'autres jeunes ont acheté des motos Jakarta, par exemple.

Est-ce qu'il y a des activités génératrices de revenus structurées autour de la restauration de la mangrove dans cette zone ?

Nous avons un projet de pose de 1000 ruches dans des villages. Dans chaque village, il y aura un responsable des ruches. La régénération de la mangrove a déjà donné la possibilité au développement de la pisciculture, de l'écotourisme, en somme, il y a une diversification des activités génératrices de revenus.

BOUSTANE LÔ

Les paysans inquiets du déficit pluviométrique

Le réchauffement de la planète a d'énormes conséquences, se traduisant notamment par l'augmentation des précipitations, le décalage des saisons et aussi la multiplication de phénomènes météorologiques extrêmes. L'agriculture est très sensible au changement climatique. Des pauses pluviométriques en plein hivernage sont fréquentes. À Boustane Lô, un village situé à 19 kilomètres de Diourbel, les jeunes sont désemparés face à la pause pluviométrique observée depuis presque un mois.

Au Sénégal, les activités agricoles restent tributaires de la saison des pluies. Par conséquent, avec l'irrégularité des précipitations, les rendements des cultures deviennent de plus en plus faibles. Cette baisse des récoltes, jointe à la croissance démographique, menace les capacités des paysans à nourrir convenablement leurs familles.

Cheikh Dionne est un cultivateur qui se livre à ses heures perdues, au transport de moto Jakarta. En cette période de l'hivernage, cet homme marié et père de trois enfants, jongle entre les travaux champêtres et son métier de conducteur afin de joindre les deux bouts et assurer les dépenses liées à l'entretien de sa progéniture. « *Lundi est mon jour de repos, et quand je reçois des appels de mes clients, je mets en standby les travaux champêtres pour aller récolter quelques sous* », sourit-il.

Les revenus glanés grâce à cette activité, sont assez conséquents pour assurer ses dépenses quotidiennes. « *Je gagne entre 2 000 et 10 000 francs CFA par jour* », précise-t-il.

Les cultures en manque de pluies

Dès notre arrivée à son village de Boustane Lô, le jeune débrouillard nous fait visiter ses champs. En ce mois de juillet 2021, le niveau de la pluviométrie est en très en-deçà des attentes. Depuis le début de l'hivernage, au mois de juin, la zone n'a enregistré que deux pluies de faible intensité. « *Cela fait maintenant presque un mois qu'aucune goutte d'eau n'est tombée dans cette zone* », fait remarquer Cheikh Dionne.

Le sol est sec. N'eurent été les plantes et le couvert végétal visibles, l'on se serait cru en pleine saison sèche. Fanées et recourbées, les cultures semblent sur le point de mourir. La couleur verte habituelle vire à une teinte ocre tirant sur le jaune qui est synonyme de sécheresse avancée. Cheikh avertit : « *Si on ne reçoit pas de pluie d'ici à dix jours, nous pourrions mettre une croix sur cette saison* ».

Dans certaines zones du pays, ces dernières années, l'agriculture est confrontée à des phénomènes météorologiques tels que

la sécheresse, l'aridité des sols, le manque d'eau, le stress hydrique, etc. Dans le Bassin arachidier, au centre du pays, la pluviométrie a considérablement baissé. De juin à août, la zone n'enregistre pratiquement plus de précipitations. Par conséquent, la saison des pluies y est réduite à deux mois. Alors, les cultures nécessitant une longue période pour arriver à maturation sont impactées. En effet, *« le mil a besoin d'au moins 70 jours et l'arachide d'environ 90 jours pour que leurs fruits soient de bonne qualité »*, fait savoir le sexagénaire Ousmane Sène, doyen du village.



Des paysans stressés

Cette sécheresse est occasionnée par la rareté de précipitations pendant une période prolongée. Elle a une incidence directe sur les sols et la végétation. Cet impact plus ou moins marqué dépend non seulement de la nature du sol et de son degré d'humidité, mais également des pratiques culturales et du type de plantes concernées. Le mil est plus exposé à cette sécheresse que l'arachide, indique Ousmane Sène, ajoutant que les plantes poussant dans du sol contenant du fumier ou dans du sol plus humide sont les premières à subir les conséquences de cette pause pluviométrique prolongée.

Par ailleurs, du fait de la situation, nombre de paysans n'ont pas encore procédé aux semis. D'autres, après avoir pris le risque de semer, ont vu leurs cultures pousser en dents de scie à défaut de pourrir sous terre. Bien que très expérimenté en matière d'agriculture saisonnière, Ousmane Sène reste tout de même confus. À l'en croire, il est difficile ces temps-ci d'avoir une idée précise sur le début réel de l'hivernage. Du coup, les

gens sont stressés, voire paniqués. Le risque de perdre les semences sur lesquelles ils fondent tout leurs espoirs est, selon lui, très élevé.

Comme palliatif à ce bouleversement, les jeunes migrent vers les centres urbains afin d'y trouver du travail. Ils sont animés par l'espoir de soutenir leurs familles en cette période de soudure.

Le doyen Ousmane Sène, encore appelé affectueusement Baye Ousmane, s'en explique : *« J'ai trois garçons. L'aîné est devenu mouleur à Bambilor, dans la région de Dakar, le cadet s'occupe des champs, tandis que le plus jeune monnaye ses services en tant que berger pour un éleveur dans la zone »*. Quant à sa seule fille, étudiante, elle travaille comme domestique à Dakar pendant les grandes vacances.

BOULEVERSEMENT CLIMATIQUE À DIOURBEL

Les jeunes villageois migrent pour échapper à la précarité

Au centre du Sénégal, les jeunes issus de villages situés non loin de Diourbel se sont reconvertis en conducteurs de charrette ou en réparateurs de téléphones portables. C'est une stratégie de survie, dans un contexte de chute des rendements agricoles.

Le marché de Diourbel est le principal site d'écoulement des produits agricoles ou maraîchers cultivés dans les villages environnants. Le jeudi et lundi a lieu un véritable déferlement vers ce marché dont le génie tutélaire est Ndoumbé Diop. Les habitants des villages de Lamane, Tocky Gare, Ndiob, Sambé, Diakhao, en passant par Ngohé, Niakhar, Patar Lia, Patar Sambé, Darou Salam, Ndiebel, Nébé, etc. convergent en longues files à bord de charrettes les jours de louma (marché hebdomadaire). Ces jeunes charretiers assurent la navette entre le marché et les quartiers de cette commune voire avec d'autres villages.

Le transport hippomobile est un signe d'adaptation d'autant que dans ces hameaux, l'agriculture ne peut plus nourrir toutes les bouches, durant l'année.

En ce lundi 19 juillet 2021, c'est le dernier jour de marché à la veille de la fête de l'Aïd El Adha, plus connue sous l'appellation de Tabaski, en wolof. Ibou Diop, un jeune villageois issu de Niakhar, vêtu d'une tenue de travail, est un conducteur de charrette. Dans une effervescence accentuée par un assourdissant concert de klaxons des motos Jakarta, il pro-

pose ses services aux clients en plein marchandage ou à des personnes qui font leurs courses. « *Face à la rareté des précipitations et à la faiblesse des rendements, je suis obligé de travailler en ville pour subvenir aux besoins de ma famille* », confesse-t-il. « *Je ne cultive plus la terre. Grâce à mon clando (diminutif de clandestin pour désigner tout véhicule de transport dépourvu des pièces nécessaires à la conduite de l'activité), je gagne ma vie en venant travailler à Diourbel* », justifie le jeune Saër Guèye, originaire de Ndiébel, village situé à 18 kilomètres de Diourbel. « *Nous sommes une très grande famille, renchérit-il, les économies tirées des récoltes ne tiennent même pas plus de trois mois* ».



Depuis des décennies, la principale activité ne se transmet plus de père en fils. Cela n'est plus de saison. Dans ces familles paysannes, des jeunes choisissent très tôt d'explorer d'autres créneaux. C'est le cas de Khadim Diagne. « *J'ai très vite décidé de m'orienter vers un nouveau métier* », dit-il.

Chercher sa pitance en ville

Les systèmes de production traditionnels étant éprouvés par les effets du changement climatique, il s'est converti dès le bas âge en chauffeur de taxi. Assane Ndiaye, un autre jeune, n'a pas mis tous ses œufs dans le même panier. Il est tantôt conducteur de moto Jakarta, tantôt réparateur de téléphones portables au marché Ndoumbé-Diop. « *Mon père et mes jeunes frères s'occupent désormais des activités champêtres, pendant que je cherche la pitance en ville* », se désole-t-il. Poursuivant ses explications, il fait noter que l'appauvrissement des sols, l'absence d'intrants et le manque de ressources de subsistance durant l'hivernage poussent des jeunes à migrer vers la ville.

Les changements climatiques ont influencé les modes de construction des habitations. Les traditionnelles cases en paille et en palissades faites de pieux ou de plantes saisonnières entrelacées dans le sol ont laissé place aux murs modernes et à des bâtiments en ciment. La cause : ces plantes sont devenues de plus en plus rares à cause du dérèglement climatique. « *J'ai entamé la construction d'un bâtiment de trois pièces pour loger la famille. Le système de construction classique, qui reposait sur l'écosystème naturel, n'est plus possible* », confie Badou Niang, devenu chauffeur de véhicule de livraison.

Le vieux Baye Talla, lui, est un cordonnier trouvé dans sa baraque de bric et de broc, entouré d'objets de toutes sortes. Il a de vagues réminiscences du dynamisme socioéconomique des paysans à une certaine époque. À l'en croire, ces cultivateurs-là étaient les principaux acteurs du rayonnement économique de ce marché. L'économie reposait essentiellement sur la vente de produits agricoles provenant des villages voisins. « *Ce pôle de compétitivité économique d'alors était possible eu égard aux ressources et potentialités économiques locales* », se rappelle-t-il. Les paysans, après avoir écoulé leurs produits agricoles et animaliers, achetaient des denrées alimentaires, des vêtements, des matériaux de construction, etc. De ce fait, le marché était un lieu d'échanges à fort impact socioéconomique. Selon Baye Tall, à la place de ce traditionnel ballet de produits agricoles, on voit de plus en plus de jeunes villageois qui viennent chercher du travail en ville. Ce faisant, les métiers jadis dévolus aux jeunes citadins sont aujourd'hui convoités par leurs congénères villageois.

L'élevage, également, n'est pas épargné par les changements climatiques. L'irrégularité des précipitations a entraîné un manque de fourrages pour la nourriture du bétail. Les herbes sauvages, premières sources de nourriture du bétail, se raréfient. C'est pourquoi certains, pour ne pas voir leurs bêtes périr, préfèrent tout bonnement s'en débarrasser à vil prix au moment où d'autres, épuisés par la surenchère incessante sur le coût du foin, sont contraints de s'exiler vers les régions orientales du pays. « *L'année dernière, je suis allé jusqu'à Tambacounda pour sauver mon troupeau de la famine* », confirme le berger peul Waly Sow.

DIOURBEL

Les villageoises assurent la survie des familles et s'émancipent grâce au travail domestique

Les impacts négatifs du changement climatique se font ressentir dans des villages de la région de Diourbel, un des anciens pôles du Bassin arachidier du Sénégal. Les jeunes filles travaillent comme domestiques pour réduire leur vulnérabilité consubstantielle à la détérioration des systèmes de production traditionnels.

Les rendements agricoles ont dégringolé depuis des décennies, dans les villages de la région de Diourbel, un des anciens foyers de production d'arachide et du mil. Outre l'aridité des sols, la variabilité pluviométrique explique la déstructuration du système de production

agricole avec, comme conséquence, l'accroissement de la vulnérabilité des villageois. L'impératif de survie a obligé des habitants de ces villages, notamment les filles, à migrer temporairement dans des villes secondaires.



Du rôle de femme au foyer chargée de nourrir et de veiller sur la famille, les jeunes femmes villageoises non scolarisées s'adonnent aux activités de domestiques et de lingères afin d'apporter leur écot à la prise en charge des besoins familiaux.

Yacine Diagne est une d'entre elles. Âgée d'une vingtaine d'années, Yacine et d'autres filles de sa génération font tous les jours un aller-retour entre la ville de Diourbel leur village de Nébé distants de sept kilomètres. Une partie de leurs revenus mensuels sert à l'entretien de leur famille. Le reste des gains est consacré à leurs besoins personnels, surtout à l'occasion des fêtes. *« Les habits de Tabaski pour mes sœurs cadettes, les condiments pour les repas festifs sont tous à ma charge. Et, Dieu merci, je suis en mesure de les satisfaire »*, déclare Yacine, avec un brin de fierté, un panier de légumes sur les bras. C'est aussi grâce à leur travail que le filet de solidarité a été conservé dans leur village. Elles partagent tout avec les leurs dont certains sont dans le dénuement. *« Ma patronne m'a offert des tissus, des denrées alimentaires et une petite somme d'argent à l'occasion des fêtes »*, se réjouit-elle.

Une reconfiguration des rôles dans les familles traditionnelles

Cette nouvelle donne, encouragée par les effets des mutations climatiques, a entraîné une reconfiguration des liens sociaux. La villageoise, longtemps confinée aux travaux ménagers, se trouve dans l'obligation d'assumer des tâches jadis dévolues aux hommes. En effet, de nombreuses jeunes villageoises participent désormais aux charges liées à l'entretien de la parentèle. Au sein

des familles paysannes, en plus des activités traditionnelles, elles ne se gênent pas à s'adonner au petit commerce. Les mentalités commencent à changer. Les choses sont désormais vues sous l'angle de la survie. Ce qui compte, c'est la résilience.

« Étant l'aînée d'une grande fratrie, je partage avec mon père les responsabilités financières grâce au peu que je gagne », raconte Fatma Sène, employée comme domestique dans une maison à Diourbel. Panier de légumes sur la tête, la jeune dame s'empresse de prendre une calèche pour retourner chez sa patronne. Comme Fatma Sène, Fatou, Awa et Adama, toutes des sœurs germaines, travaillent à Diourbel. À l'occasion de la fête de Tabaski, elles regagnent leurs familles. Les jumelles Awa et Adama Dione sont des élèves, respectivement en sixième et en cinquième. Quant à Fatou, l'aînée, elle a abandonné les études depuis quelque temps. Désormais, face aux incertitudes de la vie au village, son père l'a envoyée chez une de ses connaissances à Diourbel.

« Ma fille aînée m'aide beaucoup grâce à ce qu'elle m'envoie à la fin de chaque mois », informe-t-il. Les récoltes de l'année dernière sont épuisées depuis un moment. Pendant l'hivernage, c'est difficile de trouver de quoi nourrir la famille. Les jumelles doivent se retrousser les manches pendant les vacances scolaires, afin de pouvoir prendre en charge leurs frais de scolarité.

En outre, M. Dione fait savoir que c'est à contrecœur qu'il envoie ses filles si jeunes, au travail afin de subvenir aux besoins de la famille. L'instinct de survie peut parfois imposer des choix.

MARAICHAGE ET HORTICULTURE A DIOURBEL

Le nouveau filon des jeunes agri-preneurs

Dans la région de Diourbel, au centre du Sénégal, beaucoup de jeunes ont investi les secteurs maraîcher et horticole. Un créneau porteur malgré des contraintes comme le manque d'eau, la salinisation et la contamination de la nappe phréatique. Ces activités prennent de l'ampleur au détriment de l'agriculture qui souffre du déficit de la pluviométrie et de l'aridité des sols.

Le maraîchage et l'horticulture sont entrés en « récession » à Diourbel. Les cultures maraîchère et horticole étaient des activités de rente, qui employaient une importante main d'œuvre. Elles traversent aujourd'hui une mauvaise passe à cause de l'aridité des sols et de l'inaccessibilité de l'eau. Malgré tout, des acteurs tentent tant bien que mal de redynamiser ces secteurs.

Du Centre de formation professionnelle en horticulture, en passant par Kambi-Suuf, le lit de la vallée morte du fleuve Sine, les horticulteurs connaissent des fortunes diverses. Dans la commune de Diourbel, l'agrobusiness et la culture des fruits et légumes subsistent nonobstant les nombreuses difficultés auxquelles font face les acteurs du secteur. En effet, le jardinage, le maraîchage, l'horticulture, voire la pisciculture, se pratiquent toujours à Diourbel. Cependant, le changement climatique a fortement touché ce secteur jadis très florissant. À cela s'ajoute l'insuffisance des moyens matériels, techniques et financiers des jeunes agri-preneurs qui continuent à s'y adonner.

Au centre horticole de Diourbel, Samba Sow, un homme à la trentaine bien sonnée, à l'aide de deux arrosoirs, asperge méticuleusement les haies parsemées de plants. L'eau provient d'un réservoir alimenté par un puits d'une dizaine de mètres de profondeur. Le centre dispense une formation professionnelle sur les métiers de l'horticulture aux jeunes qui croient que « *la terre ne ment pas* ». Des étudiants et des élèves y bénéficient de formations certifiées leur permettant d'acquérir des compétences et des connaissances pour se frayer un chemin dans l'agroécologie ou l'agrobusiness. Samba Sow fait partie de ces jeunes entrepreneurs agricoles, aujourd'hui appelés agripreneurs. Après avoir raté son examen final, pour des raisons qu'il a préféré taire, il est revenu mettre ses services et compétences au service du centre de formation. « *Le problème d'eau douce ne se pose pas à Diourbel. La raison en est que la zone se trouve sur une nappe affleurante. À à peine dix mètres de profondeur, l'eau jaillit* », fait-il savoir.

La teneur en sel de la nappe, qui devient de plus en plus forte au fil du temps, a des conséquences sur les cultures. « *Il arrive que*

certaines plantes, qui poussaient d'habitude sans difficultés, s'atrophient et meurent ces temps-ci au contact de l'eau », constate Samba Sow tout en continuant d'arroser ses plantes.

Parmi les difficultés, figure également la concurrence des villages environnants qui, en plus des cultures vivrières traditionnelles, s'adonnent de plus en plus au maraîchage. En réalité, ces paysans, face à la baisse des rendements agricoles liée à l'irrégularité des précipitations, se rabattent sur cette activité. *« L'eau est moins salée dans ces zones, et ils ont beaucoup plus de terres arables »,* explique Samba Sow, tout en nous faisant constater la grande variété de légumes et de plantes existant dans le centre.

Nappe contaminée

À quelques minutes à moto « Jakarta », nous voilà dans le quartier de Trypano, précisé-ment à Kambi Suuf, pas loin du célèbre quartier Thierno Kandj, au sud-ouest de la commune de Diourbel. Cet espace constitue le « nouvel eldorado » des maraîchers diourbel-lois. Sur le plan hydrogéologique, la zone correspond à l'ancienne vallée morte du fleuve Sine. Son sable fin, dû à sa nature géo-logique, fait qu'elle a longtemps été un site d'extraction de sable destiné aux travaux de construction. Confrontés à la sécheresse, qui sévit dans la région, les maraîchers ont aménagé leurs exploitations dans des bas-fonds, dans des vallées mortes où la nappe affleure. *« L'eau y étant accessible, le sol étant aussi fertile, les activités de maraîchage y sont donc florissantes »,* constate Seydou Sow, un jeune entrepreneur en agrobusiness.





Cependant, les activités de l'usine de l'ex-Société électrique et industrielle du Baol (SEIB), devenue aujourd'hui la Sonacos, ont largement contribué, selon certains, à la contamination de la nappe phréatique qui alimente les sources d'eau. *« Cette nappe est la plus exposée à la pollution en provenance de la surface »*, renseigne toujours M. Sow. La nappe phréatique dans cette zone est de plus en plus salée et contient de la soude caustique. *« Il est constaté que certaines plantes ne tiennent plus une fois qu'on les arrose avec cette eau »*, explique-t-il. La concentration en sel continue d'augmenter. *« Des prélèvements ont été effectués, mais jusqu'à présent rien n'a été clairement établi »*, précise Seydou Sow. Cependant, certains se montrent catégoriques. Selon eux, les eaux usées de la Sonacos, longtemps conservées et finalement déversées, sont la cause principale de la contamination de la nappe phréatique.

Le vieux Toumany Sidibé, près de la soixantaine, qui occupe un champ hérité de son père depuis ses 21 ans, clame, en pompant de l'eau de son puits : *« La Sonacos est de-*

puis longtemps clouée au pilori sur les conséquences environnementales liées à ses activités. En revanche, il n'y a toujours pas de preuves tangibles, scientifiques, pour étayer ces accusations ». D'après lui, *« le secteur est mourant »*. Laissés pour compte, les maraîchers ne sont pas assez outillés pour mettre en place des stratégies adaptées au changement climatique. Toumany Sidibé regrette qu'aucune autorité, organisation ou partenaire ne leur soit venu en aide. Cela a grandement contribué, selon lui, à fragiliser leur activité. *« Les jeunes jugent ce travail dégradant. Cela est dû au fait que ceux qui y travaillent végètent dans des conditions plus que difficiles »*, se désole Toumany Sidibé.

Il ne faut pas être aussi catégorique que ce dernier. Malgré les contraintes, l'agro-écologie reste encore prisée dans cette zone de Diourbel. Nous avons pu constater des champs se succédant sur une vaste étendue. Ils sont entretenus par des jeunes à la page en matière de technologique. Mais d'autres exploitations sont tenues par des débutants.

Installations modernes

À quelques encablures du champ de Toumany Sidibé, se situe celui de Seydou Sow, un jeune entrepreneur en agroécologie. Son champ respire la modernité. Il fait partie des rares jeunes maraîchers qui détiennent un matériel adéquat. D'après lui, c'est grâce à la persévérance, à la détermination et, surtout, à l'amour de cette activité que toutes ses réalisations ont été possibles. Au début, il a essuyé des échecs, connu d'énormes pertes. *« Sur fonds propres, j'ai gravi seul les échelons pour en arriver là aujourd'hui »*, confie-t-il. Guidé par un des employés de Sow, nous avons

pu visiter les installations très modernes localisées dans cette zone périurbaine de la commune de Diourbel : des aspergeurs au système du goutte-à-goutte en passant par le dispositif permettant d'avoir de l'eau à suffisance grâce à l'électricité. Tout semble fonctionner à merveille.

Cependant, Seydou déplore un manque de volonté politique pour les appuyer les acteurs qui s'activent dans ce secteur. En effet, les projets et programmes mis en place pour accompagner les jeunes entrepreneurs ne les prennent pas en compte. Selon lui, les conséquences environnementales induites par les effets du changement climatique seront surmontables si les moyens nécessaires sont disponibles. Mais les exploitants, livrés à eux-mêmes, sont impuissants face au dérèglement climatique.

À Médinatoul, les maraichers désertent les champs

Il est 15 heures, nous voilà à Médinatoul, un des quartiers traversés par la vallée morte du fleuve Sine. Nous traversons des champs et des puits abandonnés, qui témoignent de l'ancienneté du maraîchage dans cette zone. Moustapha Sarr fait partie des maraichers qui résistent malgré les difficultés. Il est un passionné de maraîchage et compte y former sa progéniture. « *Je ne connais que ça, je ne fais que ça et je ne vis que de ça* », soutient-il. Cependant, son champ étant au cœur de cette vallée morte, les cultures sont submergées par les eaux pluviales à la suite de fortes précipitations. C'est la raison pour laquelle il « *cultive moins pendant l'hivernage* ».

Moustapha Sarr déplore l'insouciance des décideurs à l'égard de ce secteur porteur de croissance économique endogène. Selon lui, les bailleurs étrangers et le gouvernement sénégalais « *ne font rien pour nous booster* ». Par conséquent, de nombreux jeunes ont quitté cette filière. « *Le marché central de Diourbel constitue le point de chute de tous les jeunes désœuvrés* », avance-t-il. Ces anciens maraichers se reconvertissent comme commerçants ou bouchers. Du doigt, Moustapha Sarr montre l'immensité de l'étendue que constituent les champs abandonnés.

La dégradation des sols, les sécheresses prolongées, les fortes pluies, la contamination de la nappe phréatique sont autant d'obstacles qui y maintiennent le secteur du maraîchage dans un état comateux. Cependant, les acteurs estiment que s'ils bénéficient d'un appui technologique et financier conséquent, les difficultés seront surmontées pour une meilleure résilience du secteur.



SEYDOU SOW

Success-story d'un jeune entrepreneur agro-écologique

En dépit des conditions climatiques hostiles qui prévalent à Diourbel et sa région, de jeunes entrepreneurs persistent à investir dans le secteur horticole. S'appuyant sur les moyens du bord, la volonté, la passion et l'amour du métier aidant, certains jeunes férus de maraîchage se battent contre la sécheresse et le manque, aridité et manque de ressources financières afin d'asseoir des fermes répondant aux normes de la modernité. Seydou Sow, un entrepreneur trentenaire, est un exemple achevé de résilience des jeunes face aux changements climatiques dans le domaine de l'horticulture.

Du maraîchage à l'aviiculture en passant par l'élevage de pigeons et de vaches laitières, la ferme de Seydou Sow est une véritable oasis dans une zone où les conditions climatiques sont loin d'être favorables. En effet, la contamination de la nappe, les phénomènes météorologiques extrêmes, notamment les sécheresses prolongées, les pluies diluviennes et les vents violents, combinés au manque de stratégies intelligentes et pertinentes d'adaptation, constituent autant d'obstacles qui freinent l'épanouissement de ce secteur dans la capitale du Baol.

L'horticulture reste investie par des jeunes nonobstant ces bouleversements climatiques qui font fuir certains vers d'autres métiers jugés plus rentables en termes de gains immédiats. Seydou Sow a très tôt pris goût à l'entrepreneuriat. En 2005, il a vu naître en lui la vocation d'investir dans l'aviiculture grâce à ses maigres ressources, glanées en tant que reporter-photographe et cameraman. Il a fait partie, indique-t-il, des plus jeunes entrepreneurs agroécologiques de toute la région de Diourbel.

L'aviiculture, un métier transitoire

« J'ai entamé mon business avec à peu près 25 à 30 poussins. De fil en aiguille, en développant une clientèle, l'affaire a commencé à être florissante », se rappelle-t-il. Au moment où ses activités étaient sur le point d'atteindre leur vitesse de croisière, il lui fallait un local plus adapté. Le poulailler logé dans sa propre demeure devenant exigu, il avait sollicité un de ses amis qui mit sa maison à sa disposition, afin de l'aider à développer son business.

C'est à partir de 2012 que l'affaire de Seydou Sow a commencé à créer des emplois. Le nombre de pondeuses, estimé à 500 à l'époque, nécessitait le recours à d'autres bras. *« Donc pendant neuf ans, j'ai employé et payé régulièrement des jeunes sur fonds propres ».* Six ans plus tard, précisément en 2018, il a décidé de sortir les grands moyens. *« Un gros investissement, d'abord sur mille, puis sur cinq cents pondeuses, m'a permis d'acquérir le terrain sur lequel je tiens mon projet ».*

d'agrobusiness aujourd'hui. Actuellement, la ferme abrite trois box dont les dimensions sont de 27 mètres sur 13 où sont logées des pondeuses. Chacun des box a une capacité de plus de mille pondeuses. Au total trois mille pondeuses sont dans les box », confie-t-il.

Horticulture et suspicion de contamination de la nappe

Le maraîchage, principale activité dans Diourbel et ses environs, se développe malgré les nombreuses difficultés. En effet, il faut beaucoup d'efforts pour entretenir les plantes. Les conditions climatiques, devenues très hostiles, rendent la tâche encore plus ardue. L'eau provenant de la nappe phréatique, très affleurante, est réputée nocive aux plantes. À en juger par ses effets sur les cultures, *« une contamination de cette source en eau est redoutée »*, estime-t-il. Par conséquent, Seydou lance un appel aux ingénieurs dans ce domaine pour qu'ils procèdent au plus vite à une étude afin d'élucider cette affaire d'altération de la nappe imputée aux eaux de déversement de la Sonacos.

La thèse de la contamination est d'autant plus crédible que les champs situés dans les villages un peu éloignés, notamment à Fentel, ne souffrent pas de ce phénomène. *« À Fentel, l'eau est toujours plus propice à l'horticulture. Les producteurs de cette zone ne se plaignent pas »*, fait-il remarquer.

Malgré tout, le secteur de l'horticulture dans la zone semble promis à un bel avenir. Bénéficiant d'un appui en électricité et en financements, les agriculteurs villageois, reconvertis maraîchers, pourront augmenter considérablement leur productivité. La

consommation est également élevée dans la commune. Ainsi, chaque jour, au moins trois à cinq camions de légumes sont consommés à Diourbel, renseigne Seydou Sow.

Si tous les instruments techniques et financiers pour l'efficacité de l'action publique envers l'agrobusiness sont implémentés, ce secteur pourra être plus attractif. Les jeunes désœuvrés trouveront une occupation professionnelle pour s'épanouir.

Dans l'optique d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, chère aux autorités sénégalaises, les entités publiques d'appui et de financement des activités des jeunes sensibles aux changements climatiques sont à privilégier. À en croire notre interlocuteur, les acteurs de l'agrobusiness à Diourbel sont oubliés par les projets d'investissement de l'État.

Parmi les perspectives de Seydou Sow figure en bonne place le projet de sécurisation de sa ferme. Cela passe par l'augmentation de la production de volaille, de vaches laitières, la diversification des produits horticoles et la culture fourragère. En somme, c'est l'autonomie qui est visée. *« Je veux une production à la chaîne, une autosuffisance en termes de nourriture pour le bétail afin de ne dépendre de personne »*, conclut-il.

FERLO

Les jeunes agro-pasteurs en action contre le changement climatique

Dans le Ferlo, de nombreuses initiatives illustrent la résilience des jeunes agropasteurs à travers des activités comme l'agriculture, l'élevage, la conservation de la nature, ainsi que l'utilisation de matériaux à basse consommation énergétique ou des semences à cycle court. Parmi ces initiatives, on peut également citer le projet fondé sur l'inclusion financière pour inverser les effets du changement climatique.

Au Ferlo, la gestion durable des ressources naturelles s'y constitue un enjeu majeur de développement pastoral. Le nouveau centre de convergence des intérêts de tous les acteurs du développement territorial du Ferlo s'articule autour de la sécurité alimentaire et la gestion durable des ressources naturelles. Dior Tambédou, qui travaille pour l'ONG « Les Entrepreneurs du Monde », basée à Matam, décline l'action de son organisation : « Nous accompagnons les jeunes dans l'agroécologie et la restauration des sols. Nous réalisons des greniers rafraîchis en utilisant des matériaux locaux : latérite, argile et paille. Au début du projet, en 2018, un institut français avait formé les différents corps de métiers qui s'impliquent dans la réalisation de nos greniers construits avec des matériaux locaux ».

Le Ferlo s'adapte ainsi, depuis la sécheresse des années 1970, aux effets négatifs du changement climatique. Les aménagements hydroagricoles, la construction d'une batterie de forages et les spéculations agricoles à cycle court incitent les jeunes de cette zone sylvo-pastorale semi-désertique à s'adon-

ner à l'agriculture et au maraîchage. À Patoudé, Yoro Ka se frotte les mains durant la période de récoltes de ses périmètres de tomate. Ses exploitations lui rapportent un revenu mensuel de 135 000 francs. « Je fais une rotation de culture d'oignons et de tomates. Je viens de faire la pépinière de tomates après une récolte de 52 sacs d'oignons dont chacun pèse environ 45 kilos. Dans un mois, je ferai le repiquage des plants de tomate. Un mois après, les récoltes de tomate débiteront, et chaque semaine, j'écoule une valeur qui fluctue entre 110 000 et 150 000 francs CFA sur une période de trois mois. Pour l'oignon, j'attends la fête de Tabaski pour vendre à 300 francs CFA le kilo », jubile Yoro Ka. Sa ferme se trouve à Loulem Pamty, à cinq kilomètres de Patoudé. La commercialisation de ses récoltes génère environ 2 millions de francs CFA alors que ses charges d'exploitation tournent autour de 300 000 francs CFA. Pour protéger ses pépinières, il utilise des moustiquaires avant de les traiter avec de l'insecticide.

Fatoumata Ka, l'animatrice de l'unité pastorale (UP) de Patoudé, s'est inspirée de son

expérience à Wendou Namary, mais avec moins de réussite. Les insectes détruisent ses pépinières à chaque essai. De plus en plus, des jeunes agropasteurs s'essayent à l'agriculture vivrière, au maraichage, à l'arboriculture ou aux cultures fourragères. La vie pastorale est en train de connaître une diversification des activités grâce à la multiplication des forages qui génèrent de nouvelles activités dans le monde rural. En principe, la nappe phréatique est de faible profondeur. Le spectacle qui suit les premières pluies tendrait à confirmer cette hypothèse.

Les premières pluies, qui permettent les semis, marquent aussi le retour des transhumants en raison de la disponibilité de l'eau et des pâturages. C'est au courant du mois de juillet qu'elles tombent dans le Ferlo. L'activité pluvieuse offre ainsi un paysage plein de vie contrastant avec la morosité de la saison sèche qui impose une longue séparation dans les familles de transhumants. Oumar Sow a vu le jour dans cette zone sylvo-pastorale où les populations s'adonnent au pastoralisme. « *J'ai un projet personnel de culture fourragère. Je suis un entrepreneur en élevage et j'emploie un berger que je paie 30 000 francs CFA le mois. J'ai fait une formation d'un mois et demi dans une ferme école avec l'appui financier de l'ambassade de France* », confie Oumar Sow. Il est le plus jeune des présidents des unités pastorales du Projet d'appui aux filières agricoles-Extension (PAFA-E). Il est aussi le président du conseil des jeunes de la commune de Boulal. « *Au profit de ma communauté, j'ai cherché et obtenu, après avoir formalisé notre organisation en association de développement de l'unité pastorale de Mbaye-Awa, la construction d'une plateforme animalière par le PAFA-E. Aujourd'hui, je suis le point focal pour la région de Louga du col-*



lège des jeunes du Conseil national de concertations et de coopérations des ruraux (CNCR) pour la mise en œuvre du projet Agri-jeunes qui cherche à promouvoir l'entrepreneuriat rural », souligne-t-il. Pour ce jeune, le leadership de transformation n'est pas un concept creux. Autodidacte, Oumar Sow cherche à améliorer son niveau en français, en maîtrise de l'outil informatique et à la communication digitale. « Avec le pastoralisme, je me suis déplacé avec mon troupeau souvent vers le Darou Minane, dans la région de Kaffrine, où je fais paître mes animaux », poursuit-il.

Unité pastorale

Dans le voisinage d'une plateforme animalière se trouvent très souvent un château d'eau et un parc de vaccination. Une plateforme animalière des unités pastorales (UP) du PAFA-E couvre une aire de 3 600 m² clôturée en dur sur une surface bâtie d'environ 108 m² abritant un magasin d'aliments de bétail, une boutique pastorale, un bureau de l'ADUP (Association de développement des UP) et une salle de réunion. La superficie de la salle de réunion est équivalente à la somme des aires du bureau de l'ADUP et de la boutique pastorale. La mise en place des plateformes filière pastorale constitue une révolution dans l'écosystème pastoral en ce sens qu'elle consacre la matérialisation de l'existence des organes de gestion des UP avec la mise en place de sièges fonctionnels et la disponibilité d'équipements et services utiles pour promouvoir un développement durable des UP.

« Institutionnaliser l'implication des jeunes en leur réservant une commission sur les neuf alors qu'ils peuvent être membres des autres commissions de l'ADUP. Ils jouent un rôle important dans l'animation des plateformes en particulier, et en général de l'UP. Ils participent à la gestion durable des ressources et des infrastructures pastorales », avance Ibrahima Pouye, un des anciens responsables de la professionnalisation des filières du PAFA-E. Selon lui, l'unité pastorale est devenue, par la force des choses, un réceptacle des jeunes au sein de leur terroir. *« Cette implication dans le développement de leur terroir permet de les fixer »,* ajoute-t-il.

Les filles ne sont pas en reste. Fatoumata Kâ, licenciée en commerce international, était en année de master quand son parcours professionnel commençait à l'orienter vers son destin : servir sa communauté d'agropasteur. Elle s'est engagée comme animatrice lors de l'intervention du PAFA-E. Son mari est un commerçant de bétail qui exerce au marché de Dahra. *« Chaque fin de mois, je réinvestissais une partie de mon salaire dans l'achat de petits ruminants. Ce sont des moutons de race que j'achète »,* nous confie Fatoumata. Aujourd'hui, elle travaille pour le ministère de l'Élevage dans un projet d'appui aux éleveurs pour l'accès au financement. Sa conduite atteste les valeurs de l'enracinement et de l'ouverture. Elle permet de comprendre que la solidarité familiale chez les Peuls repose sur le partage de l'information financière. *« Quand je veux vendre un de mes bœufs ou un mouton, je le fais faire par mon mari »,* indique Fatoumata Kâ. À Dahra, Fatoumata Kâ s'emploie autrement au profit de sa communauté. Après ses études universitaires, elle est actrice de développement à la base, au sein d'un programme de développement pastoral centré sur l'autosuffisance en lait. Elle s'active également dans la mobilisation des partenaires pour le bien-être de sa communauté. Ce sont autant de ressorts sur lesquels s'appuient les jeunes pour faire face aux crises imposées par le changement climatique dans le Ferlo.

FATOUMATA KÂ

L'esprit d'entreprendre

Fatoumata Kâ est une entrepreneure née. Depuis son adolescence, elle se livre à des petits boulots, à ses heures perdues, afin de subvenir à ses besoins et financer ses études. Aujourd'hui, elle travaille à améliorer les conditions des communautés dans les terroirs.

Ancienne pensionnaire de l'Institut supérieur d'entrepreneuriat et de gestion (Iseg) Promotion 2011-2015, Fatoumata Kâ, à 34 ans révolus, a accédé au poste de secrétaire du Bureau zone sud du Fonds d'appui à la stabilisation (Fonstab), en novembre 2020. C'est une étape dans un long parcours qui a commencé un matin d'octobre 1996 à l'école de Diendiély, dans la commune de Thiamène. Ce jour-là, c'était l'ouverture des classes. Elle était membre d'une cohorte de quinze jeunes filles qui faisaient leurs premiers pas à l'école. Elle est sortie du lot, au propre comme au figuré. Fatoumata Kâ est, en effet, la seule à décrocher son baccalauréat et à poursuivre des études supérieures en commerce et affaires internationales à partir de 2011.

Pourtant, les conditions de son ascension sociale étaient loin d'être réunies, y compris à l'école de Dendiély, qui était juste un cadre rustique que rien ne distinguait des établissements scolaires des hameaux de la zone. Son cycle ne formait que deux classes. Entre les années 1996 et 2017, c'étaient des abris provisoires qui accueillaient les enfants. Et quand les vents poussiéreux du Ferlo soufflaient tout sur leur passage, les classes devenaient infréquentables. L'école de Dendiély attendra, dix ans après ses premières générations, pour voir s'édifier, en 2017, sur

son espace, deux classes en dur. *« J'étais déjà entreprenante à l'école primaire. Je revendais des bonbons aux élèves pendant la récréation. Mes bénéfices me permettaient d'acheter du pétreole et des boîtes d'allumettes. C'était à la lueur d'une lampe-tempête que nous apprenions nos leçons »*, se rappelle Fatoumata. Plus tard, à l'Iseg, elle proposera aux autorités de l'institut d'assurer le linge des draps de l'infirmerie. *« Ce petit boulot m'a permis de gagner de l'argent pour subvenir à mes petits besoins »*, confie-t-elle.

Rien n'a été facile pour celle qui n'est pas née avec une cuillère d'or dans la bouche. Elle se réveillait à cinq heures du matin, pour vaquer aux tâches ménagères, piler le mil, avant de se rendre à l'école. *« Parfois, j'arrivais en retard à l'école, et le maître, qui connaissait ma situation, faisait montre de compréhension et ne me battait pas ! »*, se souvient-elle. Fatoumata Kâ décroche son baccalauréat, série L, à Dahra, en 2011. Après ce cap, s'amorce un moment de répit pour elle, car son époux a pris en charge les frais de ses études universitaires. *« Je peux me montrer réservée, mais c'est juste le temps de faire la lecture de la situation. Mais quand je décide de parler, j'y vais sans retenue. Je n'ai pas un côté jardin secret »*, avoue cette maman d'une fille de huit ans qui vient de faire ses premiers pas à l'école élémentaire.

Les obligations professionnelles de Fatoumata Kâ l'éloignent très souvent de son domicile conjugal. Après sa licence professionnelle, elle passera par un stage au Port autonome de Dakar, en 2015, puis par la gestion d'une société de multiservices, en 2018, à Koumpentoum, avant de se retrouver comme animatrice de l'unité pastorale de Patoudé. Son mari est très fier d'elle. Il voit dans la réussite de Fatoumata, un pari gagnant. « *Le boubou que je porte est un cadeau d'elle. Je préfère prier pour elle. Je la nomme affectueusement « le lait » !* », se réjouit-il. Dans l'âme de cette jeune dame du Ferlo s'anime une grande ambition pour sa communauté.



J'étais déjà entreprenante à l'école primaire. Je revendais des bonbons aux élèves pendant la récréation. Mes bénéfices me permettaient d'acheter du pétrole et des boîtes d'allumettes. C'était à la lueur d'une lampe-tempête que nous apprenions nos leçons.

VILLAGE DE SALLE

Les graines de la résilience poussent dans les bananeraies

La culture de la banane mobilise toutes les forces vives de Salle, un village situé à environ 70 kilomètres de Tambacounda, sur les rives du fleuve Gambie. Ici, les producteurs ont amorcé le virage de la diversification des spéculations avec comme but d'atténuer les effets directs et indirects des changements climatiques.

La culture de la banane rythme la vie dans le paisible village de Salle. Tous les jours, des hommes et des femmes, comme Marie-Thérèse Faye, prennent la direction des exploitations. Dans la matinée, cette dame, après l'arrosage des plantations avec un système alimenté à partir du fleuve Gambie, couvre les pieds des bananiers de paille. C'est l'artifice pour retarder l'évaporation provoquée par l'ardeur du soleil. Comme tous les jours de la semaine, la dame s'est rendue à son lieu de travail, ce jour de mercredi de mai 2021. *« Il fait très chaud. La paille permet la rétention de l'eau sous les bananiers, afin qu'ils puissent résister à cette forte canicule. Nous sommes obligés d'être là matin et soir pour arroser, parce que le soleil absorbe vite l'eau, et la banane résiste difficilement à la chaleur »*, explique-t-elle. Dans les exploitations, d'autres femmes et hommes se livrent à cœur à l'entretien des pieds de bananiers. Ce regain de culture a été impulsé par l'Association des producteurs de la vallée du fleuve Gambie (Aprovag). C'est ce groupement d'intérêt économique qui les accompagne dans la production de bananes, en particulier dans la construction de bassins d'eau pour l'irrigation. En contrepartie, après la vente des fruits, ces dépenses sont déduites du



gain des producteurs. C'est une charge supplémentaire pour ces producteurs ou productrices. *« Après la vente de ma production, on peut défalquer jusqu'à 200 000 francs en termes de remboursement du gazole utilisé pour faire fonctionner la machine à irrigation. Défalquer une telle somme de la plantation d'une femme qui ne fait que 300 pieds de banane, on voit bien qu'il ne restera pas grand-chose »*, se désole Marie-Thérèse Faye. Elle fait observer que pendant l'hivernage, il arrive que les producteurs de banane perdent une grande partie de leurs plantations.

En début d'hivernage, ce sont des vents violents qui viennent arracher les pieds des bananiers. Ce qui occasionne des pertes qui peuvent se chiffrer à des millions de francs, estime Moustapha Mbengue, président des producteurs de bananes. une solution n'est pas encore trouvée. Des brise-vents sont érigés pour réduire l'intensité des vents. Les inondations constituent aussi un problème. Les fortes précipitations causent des dégâts dans les plantations. *« Elles n'affectent pas toutes les plantations certes, mais les parties touchées deviennent inaccessibles, et quand cela dure, les bananes de petite taille meurent »*, explique Marie-Thérèse Faye qui s'active dans la culture de la banane depuis 1984.

S'adapter au changement climatique

D'après Moussa Sidibé, un agent d'Aprovag, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) les a aussi soutenus pour faire face aux vents, qui *« causent d'énormes dégâts »*. Sous quelques arbres, en effet, l'on observe la présence de pots en plastique contenant des « vitroplants », qui sont des plants obtenus en laboratoire par culture in vitro. Ils ont été offerts par l'institution onusienne. *« Ces bananes, explique Moussa, sont plus résistantes que celles que nous avons l'habitude de planter. Le vent peine à les faire tomber. Donc, ce sont des bananes qui résistent au changement climatique »*.

La résilience de ces agriculteurs face aux variations du climat apparaît aussi à travers la présence d'autres spéculations, qui côtoient les bananes. Soumai Bâ, qui travaille dans la culture de la banane, est aussi consciente des effets climatiques.

La culture de la banane est son activité principale. Cette quadragénaire, enveloppée dans une combinaison de travail, une machette dans la main, coupe les mauvaises herbes aux abords des bananiers. En plus de sa bananeraie, Soumai dispose aussi des plantations de manguiers, de papayers ou des pamplemoussiers. Ainsi, elle se rabat sur ces fruits.

Michel, un autre agriculteur, s'inscrit dans une démarche similaire. Trouvé en train de creuser des trous destinés à accueillir des plants de bananes, il raconte que les vents ont fait tomber ses premières plantes. C'est pour les remplacer que Michel, pique en main, transpire à grosses gouttes. Il loue la diversification des spéculations. *« Ce n'est jamais prudent de compter uniquement sur la banane. Il faut avoir, à côté, d'autres spéculations comme les oranges, l'ananas pour qu'au cas où la banane ne donne pas grand-chose, l'on puisse compenser »*, argue-t-il.

TAMBACOUNDA

L'aventure continue pour les migrants après leur retour au bercail

Plus de quarante jeunes migrants, originaires de la région de Tambacounda, de retour chez eux, se sont regroupés en association, afin de solliciter l'aide des autorités à trouver du travail. Ils veulent aussi œuvrer à dissuader les éventuels candidats à l'émigration clandestine. Des objectifs loin d'être atteints.

Rapatriés en 2016 pour certains, et en 2017 pour les autres, les migrants de retour se sentent toujours plus que jamais abandonnés. Regroupés autour d'une « *association de plus quarante personnes* », essentiellement des jeunes, ils reviennent pour la plupart de pays arabes. L'idée de la création de cette association, selon son président, Ibrahima Diawara, est non seulement de solliciter l'appui des autorités pour se lancer dans des projets, mais aussi de sensibiliser les jeunes de la région sur les méfaits de l'émigration clandestine.

Rencontrés le vendredi 14 mai au quartier Médina Coura de Tamba, quelques dirigeants de l'association n'ont pas manqué de dénoncer l'indifférence des autorités à l'égard de leur structure. « *Actuellement, nous sommes partagés entre deux regrets : celui d'avoir tenté l'émigration et aussi le fait de rentrer au bercail, parce qu'il nous arrive de nous dire que si nous avions insisté, nous serions peut-être en Espagne actuellement en train gagner notre vie. Depuis que nous sommes revenus, aucune autorité ne nous est venue en aide. Certains membres de notre association ont été corrompus par les politiciens. Ces derniers ne*

veulent pas nous aider à moins que l'on fasse de la politique pour eux », regrette Moustapha Fall, membre de l'association.

Ces jeunes, qui ont tenté d'entrer illégalement en Europe sans succès, accusent les autorités locales de ne pas leur accorder la priorité qu'ils croient mériter dans l'octroi de financements de programmes de lutte contre l'émigration clandestine. « *Des fonds de l'État pour lutter contre la migration clandestine ont été distribués à des non ayants-droit. C'est inadmissible* », dénonce Ismaïla Camara, le porte-parole de l'association.

Actuellement, ces jeunes se disent prêts à se faire accompagner dans des projets qui puissent leur permettre de se remettre de leur retour. « *C'est le manque d'emploi qui nous a fait quitter notre pays et, une fois de retour, nous voilà toujours confrontés au même problème. Tout ce nous voulons, c'est travailler* », plaide Ismaïla Camara.

INSTALLATION DES BASSARI ET DES BÉDIK À TAMBACOUNDA

Tout est parti d'une migration saisonnière

Les Bassari et les Bédik sont d'ethnies dites minoritaires au Sénégal. Restés pendant longtemps repliés sur eux-mêmes, ils ont, depuis quelque temps, commencé à sortir de leurs milieux respectifs pour aller à la découverte des autres. À Tambacounda, où certains se sont définitivement installés, leur implantation a commencé par des mouvements saisonniers.

Les peuples bassari et bedik sont originaires de la région de Kédougou, dans l'extrême sud-est du Sénégal. Mais depuis quelques années, de nombreux membres de ces ethnies se sont progressivement éloignés de leurs terres, s'ouvrant de plus en plus à d'autres horizons. C'est la région voisine de Tambacounda, dont le chef-lieu est à 243 kilomètres de Kédougou, qui a connu la première migration de Bassari et Bédik, révèlent les abbés Théophile Bonang et Pierre Dani Keita.

Pour ce qui est des Bassari, la migration s'explique par leur envie de s'ouvrir aux autres, d'aller à la découverte d'autres peuples, indique l'abbé Bonang. Ils ont éprouvé également le besoin d'aller chercher du sel jusqu'à Kaolack, plus au nord. Au mois d'octobre, ils partaient pour des villes comme Tambacounda et Dakar. « *Au retour, ils rapportaient ce qu'ils avaient gagné pour acquitter l'impôt, se payer des vêtements, des tissus et des perles pour les danses* », explique abbé Bonang, prêtre au diocèse de Tambacounda.

Concernant spécifiquement la ville de Tambacounda, le religieux rappelle que l'afflux des Bassari y a commencé avec les hommes qui venaient comme saisonniers. Ils passaient

deux à trois mois à Tamba et, à l'approche des fêtes, ils retournaient dans leurs villages d'origine. De 1950 à 1960, rapporte-t-il, on est passé des migrations saisonnières des Bassari aux séjours de plus longue durée.

De son côté, l'abbé Pierre Dani Keita, secrétaire du diocèse de Tambacounda, rappelle que des motifs similaires ont motivé l'installation des Bédik. « *Ils venaient chercher du travail à Tambacounda et se mettaient au service d'un chef de village ou d'une famille pour qui ils travaillaient pendant la saison des pluies. Quelques individus sont venus en premier, puis d'autres ont suivi. C'était devenu une tradition après l'initiation. Ils se disaient qu'il fallait « aller au Sénégal », une sorte de conquête de monde* », renseigne-t-il. Voilà, selon lui, ce qui explique aujourd'hui l'éparpillement des Bédik un peu partout à travers le Sénégal, à Tambacounda en particulier.

Pour sa part, Pierre Gnanga Boubane, président de l'Association pour le développement du pays bassari au Sénégal, renseigne que l'installation de ses congénères à Tambacounda a été motivée par la présence du chemin de fer. « *Les petits métiers aussi les faisaient venir à Tamba. Ils tressaient des nattes,*

fabriquaient des cannes de bambou, confectionnaient des palissades à base de bambous, etc. Quand Tamba grandissait et devenait une ville, les gens avaient besoin de ces activités », explique-t-il. En outre, le développement de l'Église a aussi favorisé l'installation des Bassari à Tambacounda. Quant aux femmes bassari et bédik, les deux religieux informent qu'elles venaient à Tamba essentiellement pour exercer le métier de domestique dans les domiciles privés.

Une intégration inaboutie

La présence des Bassari et des Bédik dans la région de Tambacounda remonte à longtemps, mais leur intégration est inachevée, soutiennent nos trois interlocuteurs. « *Les Bassaris ont du mal à s'intégrer dans la société tambacoundoise, explique l'abbé Pierre Bonang. La coutume veut que pour danser, par exemple, il faut s'éloigner un peu des autres.*

Ils parviennent à exprimer certains aspects de leurs traditions culturelles, mais pas toutes. La danse des masques pour l'initiation, par exemple, ne peut pas s'effectuer à Tamba », soutient-il.

Après avoir souligné que ces deux ethnies ont beaucoup de choses en commun, au point qu'on les confond souvent, l'abbé Keita évoque les mêmes contraintes quant à l'intégration des Bédik à Tambacounda. Pierre Gnanga Boubane, pour sa part, estime que les autorités devraient faire des efforts en aidant à mieux intégrer les ethnies dites minoritaires dans les structures officielles nationales, comme les mairies et les conseils départementaux.

Actuellement on retrouve ces ethnies minoritaires un peu partout à Tambacounda, dans les quartiers périphériques surtout. Ils s'activent dans des domaines aussi divers que l'enseignement ou la maçonnerie.



SITES NATURELS SACRÉS DE BASSE-CASAMANCE

Un mécanisme traditionnel de conservation de la biodiversité

Les sites naturels sacrés (SNS) sont des lieux caractéristiques du département d'Oussouye, en Basse-Casamance, dans le sud du Sénégal. Leur conservation par les populations de la localité leur procure un certain nombre de bénéfices dans le cadre de la préservation des ressources naturelles et la sauvegarde de la biodiversité.

Les sites naturels sacrés se trouvent dans les localités de Mlomp Kassa, Oussouye, Hitou, Bakassouck, Niomoune ou Bliss kassa. Ils sont, pour l'essentiel, des lieux de résidence des totems, des fétiches, des djinns, ou alors des sites de culte pour les adeptes des religions du terroir.

Selon Omer Diédhiou, la cinquantaine révolue, coordinateur de l'aire marine protégée (AMP) de Mlomp, par ailleurs conseiller technique au Conseil départemental d'Oussouye, chaque type de site naturel sacré se distingue par des caractéristiques propres. *« Les sites qui abritent les totems servent d'habitat. Le totem (au singulier éwoun, au pluriel siwoun, en diola) est l'espèce animale symbolisant le double de chaque individu d'une même famille ou d'un groupe social. Il marque les liens de consanguinité ou d'alliance qui lient la personne à son lignage vis-à-vis de certains animaux »,* explique M. Diédhiou.

Il soutient que dans le système totémique, une naissance correspond à une autre chez la famille du totem. Si un malheur frappe le totem, son double humain est aussi touché. Les totems sont considérés comme tabous.

Il est formellement interdit de les blesser encore moins de les tuer.

« Nous avons conservé nos forêts à cause de ces pratiques « animistes » que certaines religions révélées désacralisent. Ces interdits ont permis aux sites naturels sacrés de bénéficier d'une bonne préservation de la nature et ont occasionné d'importantes pluviométries au niveau de la Basse-Casamance », avance-t-il encore.

Les SNS qui abritent les fétiches ont pour vocation la conservation des ressources naturelles. En effet, sur ces sites, l'extraction des ressources est soit interdite (gnigni, en diola), soit réglementée (guagoulock, en diola). Selon Jean-Christophe Sambou, conseiller du roi Sibilé Sambou de Mlomp kassa, *« les sites naturels sacrés ont été créés par les populations dans le but de lutter contre la dégradation abusive des ressources forestières, mais aussi des ressources halieutiques. Ils participent également à la protection des rizières de la Basse-Casamance ».*

Lieux privilégiés

Certains d'entre eux constituent également la demeure d'un puissant génie, qui considère les poissons comme « ses enfants ». Il n'interdit certes pas la pêche, mais il oblige les pêcheurs à prélever la ressource de manière raisonnable, informe notre interlocuteur.

Les sites naturels côtiers et marins suscitent de plus en plus d'intérêt au regard du rôle qu'ils peuvent jouer dans la protection des ressources et de la biodiversité, explique Bakary Diédhiou, conseiller du roi d'Oussouye Sibilumbaye Diédhiou. « *Les sites apportent des bénéfices pour la conservation et sont reconnus comme des moyens efficaces de préservation des ressources naturelles. Pourtant, l'on assiste souvent à leur désacralisation par méconnaissance de certains sites, mais aussi du fait de l'adoption des religions dites révélées qui banalisent ces pratiques animistes, d'une part, et des mutations dans la société traditionnelle, d'autre part. La méconnaissance de la contribution des SNS à la conservation de la biodiversité a fait que ces derniers sont peu valorisés* », souligne Diédhiou.

Les sites servant d'habitat aux génies (ou djinns) sont également perçus comme sacrés et inspirent beaucoup de crainte aux populations vivant sur place. Parfois, ces endroits se révèlent aussi des refuges pour certaines espèces aquatiques. Parmi ces « *lieux privilégiés* », l'on peut citer Badiapour, où personne n'ose s'aventurer pour pêcher. Il existe d'autres sites comme Gouhi, qui abrite des plantes médicinales aux vertus réputées miraculeuses. Cependant, avertit Bakary Diédhiou, seuls des hommes doués d'une certaine sagesse ou investis de pouvoirs surnaturels sont habilités à prélever des feuilles ou racines desdits vé-

gétaux pour aller soigner les malades, et ce, après avoir communiqué avec le génie tutélaire de la plante.

Les espaces déclarés sacrés sont régis par des règles de protection qui interdisent l'exploitation pour certains et prévoient une réglementation pour d'autres. Jean-Bernard Diatta, président du Conseil de la jeunesse d'Oussouye, confirme : « *Les systèmes traditionnels de protection ont permis, dans le Bliss-Kassa, l'interdiction de la coupe de bois, de la cueillette des huîtres et de la pêche. Ces activités ne sont autorisées que dans des SNS comme celui de Sankikitor (Mlomp)* », précise-t-il.

Les sites naturels sacrés, situés hors des aires marines protégées, sont gérés de manière traditionnelle comme par le passé. Cependant, l'intervention humaine ne s'effectue avec efficacité que dans les SNS à totem, les sites de culte ou ceux qui abritent un fétiche. « *Les sites naturels sacrés ont permis à beaucoup de forêts de la Basse-Casamance de garder leur valeur d'antan et ont favorisé le retour d'espèces halieutiques qui avaient disparu* », se réjouit Jean-Bernard Diatta.



APAC DE MLOMP KASSA

Des initiatives pour le retour des espèces halieutiques

La salinisation progressive des sols et les problèmes découlant de la gestion des terres constituent des récifs au développement des ressources naturelles de la Basse-Casamance. Ce phénomène handicapant est à l'origine de la création à Mlomp Kassa (Oussouye), non pas d'une aire marine protégée (AMP) comme ailleurs, mais d'une Aire du patrimoine autochtone communautaire (Apac).

Pour le président de la structure, M. Omer Diédhiou, par ailleurs conseiller technique au Conseil départemental d'Oussouye, l'Aire du patrimoine autochtone et communautaire a été appelée ainsi (au lieu d'aire marine protégée), « *parce qu'elle inclut l'ensemble de la communauté et aussi parce que c'est un bien pour tous les autochtones* ». Par la même occasion, les autorités locales disent œuvrer ardemment « *pour le retour des ressources halieutiques ayant disparu sous l'effet du changement climatique* ».

Créée le 12 août 2013, l'Apac couvre une superficie de 22 280 hectares, dont 5 500 s'étendent sur la mer et 16 780 sur la terre ferme. À la question de savoir quelle urgence est à la base de la création de l'Apac, M. Diédhiou explique que c'est parce que l'on y trouve des sols hydromorphes à gley, donc des surfaces aptes à la riziculture et au maraîchage. Le gley (du russe gleï), ou sol à gley, est un type de sol hydromorphe à engorgement prolongé par une nappe phréatique d'eau, privée d'oxygène (anoxie), qui provoque des phénomènes d'anaérobiose et de réduction du fer, souvent très défavorables aux végétaux (asphyxie).

« Ces sols rizicoles sont dominés par l'avancée de la langue salée, ce qui réduit la capacité de mise en culture des populations et nécessite une action urgente pour freiner le phénomène, qui est lié au changement climatique. Le domaine aquatique de l'APAC est divisé en secteurs et géré par les différents villages de la communauté », fait remarquer Omar Diédhiou.

Autrefois très riche en ressources halieutiques, la zone marine s'est considérablement dépeuplée ces dernières années, faisant que les nombreuses espèces que l'on y rencontrait, notamment le « thiof » (mérrou), mais aussi les carpes, capitaines, barracudas, huîtres et autres mollusques, ont disparu du fait du changement climatique.

Pour affronter la situation, les jeunes ont décidé de faire montre de résilience. Dans cet esprit, ils mènent un certain nombre d'activités génératrices de revenus, parmi lesquelles le maraîchage ou la récolte du vin de palme, une activité mobilisant de nombreux adeptes. « *Nous avons des étudiants qui exercent cette activité pendant les vacances et qui gagnent ainsi d'importantes sommes d'argent* », confie Omer Diédhiou, soulignant



que la pêche aussi est pratiquée en dépit de la disparition de certaines espèces halieutiques. Parmi les autres activités menées par les jeunes, il cite le petit commerce, ainsi que l'exploitation des plantes médicinales dans les zones autorisées, c'est-à-dire hors des bois sacrés ou sites naturels protégés.

Invité à se prononcer sur l'impact réel de l'Apac, son président se réjouit du fait que la présence de la structure dans cette localité du delta de la Basse-Casamance a permis aux pêcheurs résidents de protéger les dernières familles de lamantins et de crevettes, mais aussi une grande population de poissons juvéniles, leur donnant ainsi l'opportunité de se développer dans la durée.

ROYAUME D'OUSSOUE

La royauté n'est pas héréditaire...



Le royaume de Kassa couvre une partie du département d'Oussouye, dans la région de Ziguinchor. Il fut fondé au XIV^e siècle par des membres de la communauté diola adeptes des religions du terroir. De nombreux souverains se sont succédé au trône, dont l'actuel roi Sibilumbaye Diédhiou.

Qui est Sibilumbaye Diédhiou ?

Je suis l'actuel roi d'Oussouye, responsable de dix-sept villages, marié à trois reines dont la troisième a été intronisée récemment. Elle porte le nom d'Alicemooyé, qui signifie Dame aux sourcils doux (en diola). J'ai fait mes études au collège d'enseignement général (CEG) de Sédhiou. J'ai été mécanicien, hôtelier à Cap Skirring, dans un campement touristique, puis à l'hôpital comme gardien. Je suis père de quelques « *bouts de bois de Dieu* ». Le 17 janvier 2000, on m'a intronisé comme roi d'Oussouye, et une autre vie a commencé. C'est difficile. C'est plus difficile pour moi qu'avant. Mon vrai prénom, c'est Olivier. C'est quand on m'a intronisé que l'on m'a baptisé Sibilumbaye, qui signifie en langue diola D'où vient-il ? C'est un nom culturel et plein de sens.

Je suis le chef coutumier des « animistes », gardien de l'unité et de la cohésion sociale. Je veille également au respect strict des traditions dans la communauté diola et je suis le 17^{ème} roi. Le roi Sihalebe a été capturé en 1903 par les Français, puis transféré à Seju

(Sédhiou). Cet acte est considéré comme sacrilège, car le roi, qui n'a pas le droit de manger et de dormir en public, se laisse mourir de faim.

Comment choisit-on le roi ?

La royauté n'est pas héréditaire chez nous. Dans notre royaume, on choisit le roi parmi trois familles. Ce n'est pas une élection ni un choix porté sur n'importe qui. Ce sont les sages de la cour royale qui sollicitent des prières pour que les fétiches leur désignent celui qui est apte à être roi. L'âge ne compte pas pour devenir roi. Quand on intronisait Sibilumbaye Diédhiou, son père était encore en vie. Pourtant les fétiches n'ont choisi ni son père ni aucun de ses frères germains. C'est le même processus pour les reines. Elles sont choisies au même titre que le roi. Au royaume d'Oussouye, certaines familles sont les seules à procurer les futures reines. Man Sibilumbaye (Man signifie Sa Majesté en diola) avait une épouse avant d'être couronné. Comme l'exige la tradition, la femme a dû être « purifiée » avant de pouvoir rejoindre son mari dans le bois sacré situé à

l'entrée de la ville d'Oussouye. Il s'agit d'une forêt de quatre hectares qui n'a jamais connu de feu de brousse ni de coupe de bois. Cette première femme du roi n'étant pas issue d'une lignée qui produit des reines, les sages ont dû, après l'intronisation du roi, lui faire épouser deux autres femmes.

Qu'est ce qui fait la particularité de l'habillement du roi ?

Le roi s'habille en rouge. Cette couleur est sa force et elle lui permet de se distinguer des autres personnes. Cette tenue est exclusivement réservée au roi au sein de la localité, mais les habits rouges symbolisent aussi le sang alors que les rois n'aiment pas qu'il coule. Il est sacré chez nous. C'est pour cette raison que nous portons toujours le rouge. Nous interdisons dans notre royaume l'écoulement du sang de manière volontaire. Dans le bois sacré, nul n'a le droit de blesser un gibier et de faire ainsi couler son sang à l'intérieur de cet espace. Si la personne ayant commis la faute ne se signale pas auprès de sa majesté, un malheur peut lui arriver, à elle ou à sa famille. Si celle-ci est informée à temps, elle va payer six taureaux et cent-vingt litres de vin de palme pour l'organisation de libations censées conjurer tout malheur. Ces dépenses en nature représentent le prix du pardon pour les fétiches. Pour le balai (que tient toujours le roi, tel un sceptre), il est plein de pouvoirs. Le roi le porte partout où il se trouve, même quand il dort. C'est un élément de protection pour le roi et aussi pour la communauté. J'entends souvent les gens dire que le roi choisit ses reines par l'entremise de son balai. Cela est totalement faux. Les reines sont choisies de la même manière que le roi. Retenez bien cela.

Pourquoi êtes-vous des conservateurs ?

Nous sommes des conservateurs parce que nous ne voulons pas perdre les valeurs que nos ancêtres nous ont léguées. Il faut qu'on les conserve afin qu'elles gardent tous leurs bienfaits. Nous avons conservé toutes nos valeurs, c'est pour cette raison que vous voyez des endroits où personne n'ose couper le bois ou des sites que nul n'ose venir exploiter. Le balai royal joue un rôle prépondérant dans le royaume de Kassa, car il permet de régler des différends entre voisins. Si deux personnes se chamaillent, il suffit que je le brandisse pour qu'elles arrêtent tout instantanément. Donc ce balai a aussi une fonction de régulateur social.

Comment le roi arrive-t-il à maintenir la paix dans le royaume ?

Dans cette communauté, dès qu'un roi est intronisé, les conflits doivent cesser immédiatement. La voix du roi est unique, et quand il donne des ordres, ceux-ci sont exécutés à la lettre. On a noté une baisse des conflits, on peut même dire qu'il n'y en a plus dans la localité. Le roi convoque chaque année les populations à une sorte de forum censé assurer la promotion de la paix. Au-delà du royaume, le roi a aussi contribué au maintien du calme dans certains pays, comme la Gambie lors de la dernière élection présidentielle dans ce pays voisin de la Casamance. En effet, une forte délégation de notables gambiens avait effectué le déplacement pour solliciter les prières et les conseils de Man afin d'éviter le conflit dans leur pays. Ces prières ont été exaucées et entendues par Emitey (Dieu).

Le roi peut-il quitter son royaume et voyager à travers le pays ou hors du pays ?

Depuis mon intronisation, il m'est formellement interdit d'aller où que ce soit. Je ne peux donc pas me rendre au Cap Skirring, qui est à trente kilomètres d'Oussouye, ni à Ziguinchor, à quarante-cinq kilomètres. Le roi avait reçu une invitation de la Libye sous le règne du défunt Guide Kadhafi, qui avait dépêché un colonel de l'armée. Mais je ne pouvais pas quitter mon royaume. Cela est interdit et je suis tenu de respecter le règlement des sages et de la communauté.

Quelles relations le roi entretient-il avec les autorités administratives locales ?

Le roi a de très bonnes relations avec les autorités. Il est très bien écouté et souvent consulté par ces dernières. Il est notamment sollicité lors des grèves scolaires. Il suffit que la roi intervienne pour que les élèves renoncent à leur mouvement de protestation et reprennent le chemin des classes. En outre, le roi d'Oussouye a joué un rôle important de modération lors des manifestations consécutives à « *l'affaire Sweet-Beauty* » (affaire Ousmane Sonko-Adj Sarr, qui avait débouché sur des émeutes en mars 2021, à Dakar et dans certaines localités de l'intérieur du pays, NDLR). Le département et la commune n'ont pas manifesté. Il existe une parfaite collaboration entre le roi et les autorités pour le maintien de la paix dans les localités du royaume de Kassa.

CHEIKH BEYE, ACTIVISTE ENVIRONNEMENTALISTE

Les forêts sont une sorte de régulateur thermique

Cheikh Bèye est un jeune « activiste » de l'environnement. Rencontré dans la forêt classée de Mbao, l'étudiant en master II à l'Institut des sciences de l'environnement (ISE) de l'Université Cheikh-Anta-Diop revient, pour Les Cahiers de l'Alternance, sur la gestion des écosystèmes forestiers et le rôle majeur que joue la forêt dans la lutte contre les effets du changement climatique.

Qu'entend-on par gestion des écosystèmes forestiers ?

La gestion des écosystèmes forestiers est un concept dynamique et évolutif qui vise à maintenir et à améliorer la valeur économique et sociale de tous les types de forêt, pour le bénéfice des générations présentes et futures. Elle vise, entre autres, l'extension des ressources forestières, la diversité biologique forestière, la santé et la vitalité des forêts, les fonctions de production, de protection socioéconomique des ressources forestières ainsi que le cadre politique institutionnel.

Qu'est-ce qu'un puits carbone ?

Ce sont des stockages qui permettent d'absorber le dioxyde de carbone émis dans l'atmosphère et absorbé par le milieu (la forêt), les tourbières qui contribuent à réduire les types de pollution de carbone. Il y a aussi ce qu'on appelle séquestration du carbone par les forêts. C'est-à-dire que la végétation des forêts stocke près de la moitié du réservoir de carbone terrestre, et leurs sols 11 %, ces deux réservoirs piégeant annuellement 30 % des émissions de dioxyde de carbone provenant de la combustion des combustibles fossiles.

Quels sont les effets du changement climatique sur les forêts ?

Il faut comprendre que l'écosystème forestier est un écosystème ouvert et en équilibre avec les autres milieux. Il est censé se modifier du point de vue de la composition de la structure, sa biomasse, sous l'effet des facteurs naturels, du changement climatique. Et par rapport à cela, une perturbation sensible du climat due à une perturbation anarchique, c'est-à-dire de mauvaises pratiques agropastorales, peut entraîner dans la forêt une dynamique qui conduit à une diminution de sa biomasse, et à la longue, à la destruction totale de l'écosystème. C'est pour cela qu'on assiste à des phénomènes de dégradation, de déforestation, etc. Tout cela a des effets significatifs sur le système forestier. Il y a aussi les facteurs climatiques extrêmes qui impactent fortement le changement climatique comme les sécheresses, les inondations au niveau des forêts, mais également la baisse des pluviométries, la salinisation des terres agricoles, l'acidification aussi des terres... autant de manifestations du changement climatique que subissent les forêts.

En quoi les forêts peuvent-elles atténuer les effets du changement climatique ?

La forêt permet de lutter contre le changement climatique dans la mesure où elle est considérée comme un puits carbone, c'est-à-dire qu'elle stocke le carbone émis dans l'atmosphère. Les forêts jouent aussi un rôle de fertilité des sols surtout au niveau de la litière et au niveau de la fixation de l'azote. Elles permettent de lutter contre l'érosion en protégeant les sols et les habitants des risques naturels. Par exemple, la forêt peut lutter contre les inondations, la sécheresse, la désertification. Un bon aménagement de la forêt peut permettre aussi, sur le plan climatique, de réguler le climat. C'est une sorte de régulateur thermique dans le cadre du microclimat [climat dans un milieu spécifique]. La forêt, en absorbant le carbone et en dégageant l'oxygène, permet de lutter contre les variations climatiques et de purifier l'air.

Les forêts et leur aménagement permettent, de façon générale, de promouvoir de façon participative et durable la conservation des ressources naturelles, d'atténuer les méfaits du changement climatique et de protéger la biodiversité pour la satisfaction des populations locales et des différentes parties prenantes.

PROFESSEUR HENRY MATHIEU LÔ,
INSTITUT DES SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT DE L'UCAD

La résilience des jeunes passe par la création des conditions leur permettant de travailler



Le professeur Henry Mathieu Lô explique, dans cet entretien, ce que recouvre la notion de changement climatique et ses implications sur les secteurs de l'agriculture et de la pêche. Il propose également des solutions pouvant permettre d'accroître la résilience, notamment pour les jeunes.

Est-il plus correct de parler « du changement climatique » ou « des changements climatiques » ?

Les deux expressions sont correctes. Quand on parle de changement climatique sans « s », c'est une sorte de traduction littérale de climate change qui désigne un changement global. Le pluriel est aussi correct parce que dans ce changement climatique global, nous avons plusieurs types de manifestations, plusieurs paramètres qui sont modifiés. Ces modifications participent en réalité du phénomène global. Les deux sont donc corrects. L'essentiel est de respecter la symétrie des formes. À l'écrit, quand vous employez « le changement climatique », il faut l'utiliser sur tout le document. Il ne faut pas voguer du singulier au pluriel. Il y a aussi une petite nuance qui peut être faite et qui est admise. On a eu des changements du climat avant cette modification contemporaine dont on est en train de parler. Au Sahel par exemple, on a eu des sécheresses qui n'obéissaient pas aux mêmes mécanismes que le changement ou les changements auxquels nous assistons en ce moment. Ce ne sont pas les mêmes mécanismes ou, si c'est le cas, ils n'étaient pas dans les an-

nées 1970-80 assez bien compris et maîtrisés. On attribuait ces sécheresses à une remontée insuffisante du front intertropical qui faisait que les pluies n'étaient pas suffisantes. Et à un certain moment, quand ce front intertropical reprenait sa position normale, on avait ce qu'on appelle des cycles climatiques. Était-ce déjà la modification de la composition de l'atmosphère que l'on connaît aujourd'hui avec l'effet de serre ou étaient-ce d'autres mécanismes ? On ne saurait vraiment le dire. Il y a eu des programmes d'études sur la mousson pour essayer de comprendre comment elle a varié pour provoquer ces sécheresses, mais en ce temps-là, on ne parlait pas trop de l'effet de serre.

Si vous remontez à l'histoire scientifique, c'est en 1946 que l'on a parlé, pour la première fois, de changement climatique. N'oublions pas que de 1940 à 1946, on a connu le deuxième épisode de sécheresses dans le Sahel. Le premier épisode était de 1910 à 1916. Le deuxième épisode s'est étendu de 1940 à 1946 avant qu'on n'arrive au troisième dans les années 1970. Entre 1976 et 1980, on a eu une relative bonne pluviométrie. Mais dans

les années 1980, on a connu une autre série de sécheresses, peut-être plus courte, avant que toute la théorie sur l'effet de serre ne fasse véritablement son apparition.

Chronologiquement, on a donc des phénomènes. C'est vrai que cette histoire climatique n'est pas systématiquement suivie au niveau du Sahel, mais il y a des épisodes qui montrent qu'il y a eu modification du climat avant celle d'aujourd'hui que l'on prête beaucoup plus à l'action anthropique, et qui crée un dérèglement mondial. À l'époque, c'était régionalisé, c'était dans le Sahel ou dans la Corne de l'Afrique (Kenya, Éthiopie et autres). Là, c'est une modification globale, sur l'ensemble de la planète. C'est ce qui fait que le changement climatique tel qu'on en parle aujourd'hui est relativement différent des changements ou modifications du climat d'il y a 30 ou 40 ans.

Quand faut-il situer ce changement climatique tel qu'on en parle actuellement ?

On le situe généralement à la fin des années 1980 avec l'apparition du Protocole de Kyoto. Les constats ont été faits quelques années avant, mais c'est surtout à la fin des années 1980 qu'on a commencé à parler de changement climatique tel qu'on le connaît aujourd'hui. Personnellement, la première conférence à laquelle j'ai assisté sur le changement climatique s'est tenue en 1989, au Canada. En 1991, j'ai rédigé un article intitulé : « *Alerte ! La terre se réchauffe* ». C'est en 1992 qu'on a eu le Protocole de Kyoto, qui est né avec la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, qui date également de 1992 avec la Conférence de Rio. En même temps, il y a eu la convention sur la désertification et la convention sur la diversité biologique.

Que faut-il entendre par changement climatique ?

Par changement climatique, il faut entendre toutes les modifications qui sont en train de se passer sous nos yeux et qui se traduisent par une variabilité extraordinaire du climat. D'une année à l'autre, on ne sait pas trop à quel climat s'attendre. Aujourd'hui, nous sommes le 24 juillet 2021. On a eu une seule pluie. L'année prochaine, il peut commencer à pleuvoir en fin juin. Il y a donc une variabilité interannuelle extraordinaire des précipitations. Il peut aussi s'agir d'autres paramètres climatiques. C'est par exemple la canicule des dernières années qui est une manifestation de ce changement climatique.

Ce qui est également très perceptible, c'est la tendance à la recrudescence des événements pluviométriques extrêmes qui entraînent les inondations. Attention ! Changement climatique n'est pas égal à inondation ou inondation n'est pas égale à changement climatique. L'inondation est une conséquence d'une des manifestations du changement climatique, c'est-à-dire l'occurrence d'événements pluviométriques extrêmes. Quand la saison commence tard, le risque est que les précipitations se concentrent sur une période et arrivent en trombes. En 2013, Dakar a enregistré en deux heures 128 millimètres de pluie alors que ce que l'on appelle une averse, c'est-à-dire une pluie exceptionnelle dans notre jargon, c'est une précipitation de plus de 100 millimètres qui tombe en 24 heures. 100 millimètres en 24 heures, ici 128 millimètres en deux heures. Les conditions sont donc remplies pour qu'il y ait des inondations. Mais cette inondation est rendue vraiment favorable par d'autres facteurs qui n'ont rien à voir avec le climat. C'est la mauvaise planification urbaine, l'obstruction

des voies de passage d'eaux, la construction sur des zones non aedificandi, etc. Ces éléments sont les catalyseurs de cette inondation, rendue favorable par le changement climatique qui entraîne une recrudescence des événements climatiques extrêmes.

Ce que l'on appelle aujourd'hui la cité de la zone de captage (à Dakar, NDLR) en est une illustration. Le terme « *zone de captage* » est assez édifiant. Elle était faite pour capter les eaux de pluie et permettre leur infiltration. Ce n'est pas pour rien qu'on a un bassin de rétention là-bas. Quand vous venez construire dans une zone pareille, vous l'imperméabilisez. Après, l'eau cherche son chemin, se concentre, se dirige vers les points les plus bas, et provoque les inondations.

On a aussi une tendance à une augmentation de la température. Une augmentation d'un degré, c'est énorme. J'évoquais avec un ami l'ouvrage d'un auteur qui s'appelle Emmanuel Le Roy Ladurie. Dans « *Les fluctuations du climat de l'An mil à aujourd'hui* », il démontre que l'augmentation de la température se fait de manière naturelle. Et, cette augmentation est d'un degré tous les 1 000 ans. Maintenant, avec l'activité anthropique, l'augmentation peut être de 1,5 à 3 voire 3,5 degrés dans les 100 années à venir. Il y a une publication de la Banque mondiale qui montre que si rien n'est fait, on peut aller jusqu'à 4 degrés. Avec 4 degrés, ce serait le bouleversement total des écosystèmes.

Quelles sont les manifestations concrètes du changement climatique au Sénégal ?

Il y a une manifestation concrète à Saly. Aujourd'hui, vous verrez peut-être un autre visage, mais vous y seriez allé, il y a deux ou trois ans, avant qu'on ait entrepris les travaux

d'Hercule, vous auriez vu une manifestation très concrète de l'érosion côtière, qui est la conséquence de l'élévation du niveau marin. Tant qu'à faire, allez à la Somone parce qu'ils n'ont travaillé pratiquement que sur Saly. Une bonne partie de l'économie du Sénégal se trouve à Saly avec le tourisme, les plages et les hôtels. Mais si vous allez à la Somone ou à Popenguine, vous aurez une manifestation très concrète de ce qu'est le changement climatique avec l'érosion côtière. Le Sénégalais lambda peut le constater dans ces zones.

Les autres manifestations concrètes sont, par exemple, ce que les paysans vivent. Quand ils espèrent la pluie, elle ne vient pas et quand ils ne la désirent plus, elle tombe. Les éleveurs aussi vivent ces manifestations. On a parlé de hausse de la température. On a tendance à croire qu'elle n'agit que durant la période chaude. Ce qui n'est pas le cas. La hausse de la température bouleverse les saisons. La forte mortalité des animaux consécutive aux pluies hors-saison de 2001, 2011 et 2014 est aussi une des manifestations du changement climatique parce qu'étant occasionnée par des régimes de températures qui changent. Toutes les zones climatiques du monde sont interconnectées. Quand il fait un peu plus chaud ici, que ça crée une évaporation plus que celle attendue, cette évaporation et les régimes de vent vont influencer une autre zone et la température océanique. Ces enchainements et effets boule de neige se répercutent un peu partout ailleurs.

Le démarrage tardif de l'hivernage, les pauses pluviométriques fréquentes, la mauvaise répartition spatiale des précipitations sont aussi des manifestations concrètes du changement climatique. On peut ajouter l'incertitude

par rapport à la qualité de la pluviométrie, au démarrage des précipitations et à la fin de l'hivernage. Les spéculations agricoles sont calées à ces moments-là. Quand on décide par exemple de faire du mil, on sait que le cycle est de trois mois en moyenne. La variété de mil choisie devra dépendre aussi de la qualité des saisons de pluie. Pour cela, il faut avoir la bonne semence : soit la semence à cycle court ou celle à cycle long. C'est pourquoi la prévision saisonnière est importante.

On parle aussi, par abus de langage, des inondations comme manifestations du changement climatique. Je parlerai plutôt d'événements pluviométriques extrêmes qui peuvent déboucher sur des inondations. Ce phénomène n'est pas spécifique au Sénégal. On peut toujours critiquer le gouvernement par rapport à la planification urbaine, mais regardez ce qui est en train de se passer en Allemagne. On ne dira pas qu'ils ont mal planifié. C'est dire qu'il y a des phénomènes extraordinaires qu'on n'arrive pas à anticiper. Au Sénégal, on a régulièrement des pluies extrêmes, mais un problème d'adaptation se pose toujours.

Quels en sont les impacts réels sur des secteurs comme l'agriculture, l'élevage, la pêche et le tourisme, qui comptent parmi les secteurs pourvoyeurs d'emplois et de ressources financières pour les jeunes ?

Pour le tourisme, nous avons la disparition des plages. Nous avons fait une option très forte pour le tourisme balnéaire. Cela crée énormément de problèmes. Les infrastructures côtières comme les hôtels sont également à risque. Pour ce qui est du problème de Saly, par contre, tout n'est pas à attribuer au changement climatique. Dans le change-

ment climatique, il faut considérer la notion d'attribution et la notion de contribution. Ici, on a tendance à attribuer tout ce qui se passe au changement climatique. Cela n'est pas le cas. Le changement climatique y contribue certes de manière sensible, mais on ne peut pas tout lui attribuer. La zone de Saly était déjà une zone sensiblement fragile, vulnérable du fait de la nature de la côte qui était très sablonneuse. C'est d'ailleurs ce qui a favorisé l'importance des plages. La concentration d'infrastructures touristiques avait aussi rendu très vulnérable la zone. Le changement climatique a fait le reste.

Pour la pêche, l'érosion côtière détruit les infrastructures de débarquement des poissons. Ainsi, quand la température de l'eau augmente, on assiste à une sorte de migrations des bancs de poissons. Pourquoi le littoral mauritanien est très riche en poisson ? C'est parce que les vents qui viennent du Nord repoussent les eaux chaudes un peu plus loin et les eaux froides remontent avec les bancs de poissons. C'est ce qu'on appelle l'upwelling.

Quant à l'agriculture, les manifestations peuvent-être la sécheresse ou les inondations qui ont pour conséquence la dégradation des sols. On note souvent une érosion en nappe très importante où la couche superficielle a tendance à disparaître avec le ruissellement. Dans une zone comme Nioro, par exemple, on peut se rendre compte de l'impact de cette érosion en nappe qui crée beaucoup de soucis. L'autre problème est que face à l'absence de pluies, on a le biseau salé dans des zones comme Fatick. Les sols y sont déjà relativement acides et ont une plus forte salinisation.



Dans notre jargon, nous parlons des événements soudains comme les inondations, et d'événements plus lents et insidieux comme la dégradation des terres, la salinisation des sols, la perte de biodiversité, une des conséquences du changement climatique, mais surtout la combinaison entre le changement climatique et l'exploitation irrationnelle des ressources naturelles.

S'agissant de l'élevage, on peut citer les effets des pluies de saison froide encore appelées pluies de mangues parce que ce sont elles qui font fleurir les mangues. Ces pluies peuvent causer des dégâts sur le cheptel.

Le changement climatique provoque également ce que l'on appelle des maladies réémergentes. Les techniciens de l'élevage pourront vous édifier sur ces maladies qui

avaient disparu, mais qui réapparaissent aujourd'hui. Avec l'augmentation de la température, des bactéries ou virus, qui ne pouvaient plus prospérer, trouvent un environnement propice à leur développement.

Les programmes et politiques de l'État permettent-ils aux jeunes de faire face à ces changements?

De ce point de vue, je suis assez perplexe. Le Sénégal face à ces problèmes a ficelé et mis en place les programmes qu'il faut. J'ai moi-même été le coordonnateur de la première stratégie nationale de développement durable. Mais on a vite oublié ces programmes une fois élaborés pour passer à autre chose. On ne sait pas les mettre en œuvre. Ce sont d'autres pays qui, pendant très longtemps, attendent que le Sénégal finisse ses programmes pour aller les appliquer chez eux.

Que faut-il faire concrètement faire pour renforcer la résilience des jeunes notamment face à ces changements ?

Il faut d'abord faire en sorte que tout le monde soit conscient du changement climatique. Il faut aussi montrer aux gens qu'ils peuvent agir.

La résilience dans l'agriculture sera différente de la résilience dans le milieu urbain et de la résilience institutionnelle. La première résilience sera celle institutionnelle. La résilience des jeunes face au changement climatique passera par là. Il faut créer les conditions pour que les jeunes puissent travailler et s'adapter.

La vulnérabilité institutionnelle est très forte. Ce qui fait que les programmes et stratégies qui sont ficelés au plan technique ne peuvent pas avoir un gros impact.

Cette résilience passe par l'inclusion et la participation. L'État centralise trop. Les collectivités territoriales à qui on dit avoir transféré un certain nombre de compétences qui sont aujourd'hui des compétences à risque par rapport au changement climatique, en savent tellement peu du changement climatique. Elles ont très peu de moyens pour agir sur ces changements. Pourtant, tout se passe au niveau des territoires. Les investissements que l'on prévoit dans les pôles peuvent être rendus caducs par le changement climatique. Il faut donc intégrer cette question dans les dispositifs, plans de développement et budgets. Cela ne provoque pas forcément un coût énorme. Si on fait dans la synergie et l'anticipation, si on ne construit pas par exemple dans les zones non aedificandi, on n'ira pas louer des motopompes pour évacuer de l'eau.

On a des secteurs qui peuvent absorber ces jeunes, mais l'impulsion doit venir d'en haut. Dans le domaine de l'agriculture, la première condition est la formation. Il faut ensuite rendre l'agriculture attractive. Ces jeunes n'ont pas vocation à devenir paysans. Ils aspirent à être des producteurs. Il faut que les marchés soient suffisamment forts pour qu'ils puissent gagner de l'argent. Il faut surtout orienter les jeunes vers l'agroécologie en prenant en compte toute la chaîne des valeurs. Il y aura ainsi ceux qui s'occuperont de la production, ceux qui gèreront le surplus, ceux qui travailleront sur le compost, les commerciaux, les préposés au conditionnement, etc. On pourra même ajouter ceux qui pourront gérer l'entretien et la réparation des installations solaires. Ce sont autant de filières dans lesquelles les jeunes peuvent être formés et organisés afin de créer de l'emploi.

Presse écrite CESTI-UCAD



Abdou Rahim KA
L3 CESTI - UCAD



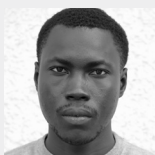
Ibrahima MINTE
L3 CESTI - UCAD



Abdoulaye SADIO
L3 CESTI - UCAD



Ibrahima NGOM
L3 CESTI - UCAD



Assane BADJI
L3 CESTI - UCAD



Pape Demba FAYE
L3 CESTI - UCAD



Baboucar THIAM
L3 CESTI - UCAD



Babacar Gueye DIOP
L3 CESTI - UCAD



Cheikh Sidil Khair MBAYE
L3 CESTI - UCAD



Kémo CISSE
L3 CESTI - UCAD



Djiby DEME
L3 CESTI - UCAD



Moussa SECK
L3 CESTI - UCAD

La Fondation Konrad Adenauer au Sénégal

La Fondation Konrad Adenauer (FKA) porte le nom du premier chancelier de la République fédérale d'Allemagne. Elle œuvre pour la promotion de la démocratie, de la justice et de L'État de droit, de la liberté, de l'égalité, de la paix et de la sécurité. Elle est présente dans 120 pays à travers le monde, avec 19 bureaux en Afrique.

La Fondation a commencé ses activités au Sénégal en 1976 avec les objectifs suivants : décentralisation, éducation civique, dialogue entre société civile et institutions, dialogue interreligieux et interculturel, renforcement des médias, promotion du secteur économique privé, dialogue entre le secteur économique privé et le monde politique, prévention et gestion de conflits, promotion de la femme.

Dans le contexte de l'appui à la décentralisation, son objectif est la promotion de la bonne gouvernance dans les collectivités territoriales. Par le biais de formations et de publications, FKA aide les élus et les responsables de la société civile à bien mener les tâches assignées par les pouvoirs publics et le peuple.

« Nous renforçons les organisations de la société civile qui contribuent au développement de la démocratie et de l'esprit citoyen des populations. Dans nos séminaires, formations, conférences, simulations parlementaires, débats et émissions radiophoniques, nous traitons des thèmes d'actualité et des problèmes brûlants comme,

par exemple, les élections ou la problématique de l'émigration clandestine », explique une plaquette de la fondation.

En coopération avec les médias en tant que vecteurs des idéaux de la démocratie, la FKA met en place des formations pour journalistes, des concours et des publications comme, par exemple, *Les Cahiers de l'Alternance*. « Nous soutenons des institutions élues en organisant des renforcements de capacité avec l'Assemblée nationale et d'autres institutions nationales », précise la plaquette.

Elle poursuit : « Nous œuvrons pour la promotion du secteur économique privé. Nous renforçons le modèle d'économie de marché d'orientation sociale par le biais de formations pour entrepreneurs, cadres et employés d'entreprises, des études du paysage économique et des publications. De plus, nous approfondissons le dialogue entre le secteur privé et le monde politique ».

La FKA soutient la promotion de la femme dans les secteurs politique, social et économique et appuie les femmes dans l'accès aux postes de décision. Et dans le cadre de la promotion des élites intellectuelles, la Fondation coopère avec les universités. Elle offre des bourses d'excellence à des étudiants engagés dans la société et accompagne des jeunes académiciens dans leur développement personnel.



*La paix et la liberté
sont les bases de
toute existence humaine
digne de ce nom.*

KONRAD ADENAUER



Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Almadies - Zone 9

En face du groupe scolaire

« La Pointe des Almadies »

BP 5740 Dakar - Fann

Dakar, Sénégal

Tél. : +221 33 869 77 78

Email : buero.dakar@kas.de

www.kas.de/senegal



UNIVERSITE
CHEIKH ANTA DIOP
DE DAKAR

CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES
ET TECHNIQUES DE L'INFORMATION

CESTI

**Centre d'études des sciences et
techniques de l'Information CESTI**

Université Cheikh Anta Diop

BP 5005 Dakar - Fann

Dakar, Sénégal

Tél. : + 221 33 824 68 75

Tél. : + 221 33 824 93 66

E-mail : cesti@ucad.edu.sn

cesti.ucad.sn

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.